



**Marché classifié T.S  
SANS détention d'ISC**

Affaire suivie par :  
Sylvie COCHET  
Domaine Logistique et Travaux  
Tél : 01.69.26.64.75  
Courriel : sylvie.cochet@cea.fr

**TRAVAUX DE MAINTIEN EN CONDITIONS  
OPERATIONNELLES TOUS CORPS D'ETAT  
(MCO TCE) POUR LES BATIMENTS DU  
CENTRE CEA/DAM – ILE DE FRANCE**

**Projet d'Accord-cadre CEA/DIF n° DLT-B24-01949-SC**

**ENTRE :**

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège social est situé au Bâtiment Le Ponant D, 25 rue Leblanc, 75015 PARIS, immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro R.C.S. PARIS B 775 685 019, représenté par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommé « **CEA** »  
d'une part,

**ET :**

La société **NOM DE LA SOCIETE**, NATURE DE LA SOCIETE au capital de MONTANT euros, sise au ADRESSE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Ville sous le numéro R.C.S. VILLE B SIREN, ayant son siège social à ADRESSE, représentée par Genre Prénom NOM, agissant en qualité de Titre,

ci-après dénommée « **Titulaire** »  
d'autre part,

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » ou individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

## TABLE DES MATIERES

|  |           |
|--|-----------|
| <b>ARTICLE 1 - OBJET .....</b>   | <b>3</b>  |
| <b>ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES .....</b>   | <b>3</b>  |
| <b>ARTICLE 3 - DESIGNATION DES TRAVAUX .....</b>   | <b>3</b>  |
| <b>ARTICLE 4 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION .....</b>  | <b>5</b>  |
| <b>ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS A LA DEMANDE DU CEA .....</b>                         | <b>6</b>  |
| <b>ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....</b>  | <b>8</b>  |
| <b>ARTICLE 7 - DOCUMENTS A REMETTRE .....</b>  | <b>12</b> |
| <b>ARTICLE 8 - INTERLOCUTEURS.....</b>   | <b>14</b> |
| <b>ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE.....</b>   | <b>14</b> |
| <b>ARTICLE 10 - CONTROLES TECHNIQUES.....</b>  | <b>14</b> |
| <b>ARTICLE 11 - CONTROLES, MONTAGE SUR SITE, ESSAIS.....</b>   | <b>15</b> |
| <b>ARTICLE 12 - RECEPTION ET GARANTIE .....</b>  | <b>15</b> |
| <b>ARTICLE 13 - MODIFICATION DES PETITS TRAVAUX COMPRIS ENTRE 3 000 ET 25 000 EUROS HORS TAXES .....</b>   | <b>15</b> |
| <b>ARTICLE 14 - MONTANT - REGIME FISCAL .....</b>  | <b>16</b> |
| <b>ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX.....</b>   | <b>18</b> |
| <b>ARTICLE 16 - ARRET DE CHANTIER POUR LES PETITS TRAVAUX COMPRIS ENTRE 3 000 ET 25 000 EUROS HT .....</b> | <b>18</b> |
| <b>ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT .....</b>   | <b>19</b> |
| <b>ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITE .....</b>  | <b>21</b> |
| <b>ARTICLE 19 - PROTECTION DU SECRET .....</b>   | <b>21</b> |
| <b>ARTICLE 20 - RESPONSABILITE - ASSURANCES.....</b>   | <b>23</b> |
| <b>ARTICLE 21 - GESTION DES DECHETS .....</b>  | <b>23</b> |
| <b>ARTICLE 22 - ASSURANCE DE LA QUALITE .....</b>  | <b>23</b> |
| <b>ARTICLE 23 - DROIT D'AUDIT DE MARCHÉ ET D'INSPECTION.....</b>   | <b>24</b> |
| <b>ARTICLE 24 - TRAVAIL DISSIMULE.....</b>   | <b>24</b> |
| <b>ARTICLE 25 - PENALITES.....</b>   | <b>25</b> |
| <b>ARTICLE 26 - RESILIATION .....</b>  | <b>28</b> |
| <b>ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES .....</b>  | <b>29</b> |
| <b>ANNEXE 2 - CONDITIONS D'ACCES A LA ZONE ENTREPRISE .....</b>  | <b>30</b> |
| <b>ANNEXE 3 - CONVENTION D'HEBERGEMENT.....</b>  | <b>38</b> |
| <b>ANNEXE 4 - FICHE DE MODIFICATION DE TRAVAUX.....</b>  | <b>43</b> |
| <b>ANNEXE 5 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION.....</b>  | <b>44</b> |
| <b>ANNEXE 6 – MODELE DE CHIFFRAGE DETAILLE DES PETITS TRAVAUX &lt; 3 000 € HT SUR BPU .....</b>            | <b>45</b> |
| <b>ANNEXE 7 – MODELE DE REMISE DES OFFRES DES PETITS TRAVAUX COMPRIS ENTRE 3 000 ET 25 000 € HT .....</b>  | <b>48</b> |

## **ARTICLE 1 - OBJET**

Le présent Accord-cadre, ci-après désigné « accord » définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la réalisation de **Travaux de Maintien en Conditions Opérationnelles Tous Corps d'Etat (MCO TCE) pour les bâtiments du centre CEA/DAM – Ile de France**, ci-après désignée « les Travaux », pour le compte du centre CEA/DAM-Île de France (CEA/DIF) situé à Bruyères-le-Châtel (91).

Ces Travaux seront réalisés pour le compte du Département sécurité, technique et gestion / Service technique et logistique (DSTG/STL).

## **ARTICLE 2 - PIECES CONTRACTUELLES**

**2.1** Les dispositions du présent accord et de ses annexes prévalent sur les documents applicables listés ci-après par ordre de priorité décroissante :

- le Plan contractuel de sécurité Réf U038 OS DIF dans sa version applicable,
- le Cahier des Spécifications Techniques Particulières Référencé CEA/DIF/DSTG/STL DO 343 du 22/05/2024,
- l'organisation pour la maîtrise des interventions des entreprises extérieures intervenant sur le centre du CEA/DAM-Île de France référencée SYM SS00U RCJ INS 19000114 A du 21/03/2019,
- les dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte - Déclinaison en règles de sécurité informatique référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188 B du 21/03/2023,
- le règlement intérieur de l'établissement CEA DAM Île de France du 16/02/2024,
- les Conditions Générales d'Achat du CEA (CGA) édition janvier 2022,
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) du 12 janvier 2021,
- à titre supplétif, l'offre du Titulaire référencée <XXXX> du <XX/XX/XXXX>.

**2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales d'ordre public, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

## **ARTICLE 3 - DESIGNATION DES TRAVAUX**

Les Travaux, objet du présent accord, sont détaillés dans le Cahier des Spécifications Techniques Particulières, mentionné à l'article 2 supra.

Les Prestations se décomposent comme suit:

### **3.1 Des prestations forfaitaires :**

Les prestations comprennent :

- L'encadrement, le pilotage et le suivi des Prestations : Le Titulaire doit réaliser, à compter de la réunion de lancement et sur toute la durée de l'accord une mission de management des opérations.

Elle comprend notamment la transmission au CEA des informations relatives aux actions d'organisation, de réalisation des travaux et de suivi de l'accord et des commandes d'application, prévues par le Titulaire.

- Des interventions urgentes pour les mises en sécurité sur les bâtiments.
- La gestion administrative et Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (Pour rappel, cette prestation ne peut être réalisée qu'en présentiel sur le site de Bruyères-Le-Châtel, le logiciel de GMAO indispensable à la réalisation de cette prestation n'étant accessible que dans les locaux du site CEA de Bruyères-le-Châtel, et aux horaires d'ouverture dudit site) comportant :
  - Le traitement administratif et suivi des urgences des demandes de petits travaux,
  - La mise à jour de la Gestion de Maintenance Assistée par Ordinateur (GMAO) afin d'assurer le suivi de ses prestations.
- L'ouverture de coffres et d'armoires fortes.
- Le changement des codes des coffres et armoires fortes.
- La vérification des ouvrants.
- La gestion des clefs, y compris la réalisation de l'inventaire et du fichier d'inventaire au démarrage de l'accord des clefs et des serrures, puis la mise à jour du fichier d'inventaire des clefs et des serrures.
- La fourniture du plan de réversibilité initial.

### **3.2 Des prestations à la demande du CEA**

Ces travaux concernent des travaux Tous Corps d'Etat < 25 000 Euros HT, hors interventions urgentes, décomposés comme suit :

- la réalisation de Petits Travaux Tous Corps d'Etat < 3 000 Euros Hors Taxes, y compris les réparations liées aux mises en sécurité, la réparation des ouvrants et les cas particuliers de la gestion des clefs. Le Titulaire réalise les prestations après réception d'un Ordre de Travail émanant du CEA,
- la réalisation de Petits Travaux Tous Corps d'Etat compris entre 3 000 et 25 000 Euros Hors Taxes. Le Titulaire réalise les prestations après l'émission d'une commande d'application au présent accord à bons de commande.

### **3.3 Une prestation optionnelle (PO1) : phase de réversibilité sortante – 2 mois**

La phase de réversibilité sortante est optionnelle. Elle sera notifiée si le Titulaire du présent accord est différent du titulaire suivant.

Pendant cette phase, le Titulaire transfère ses connaissances au CEA et le plan de réversibilité final. A ce titre, le Titulaire établit et transmet au CEA le dossier de transfert d'activités, pour acceptation du CEA.

Sa durée maximale est de 2 mois. Elle se déroule de façon concomitante aux 2 derniers mois de la phase opérationnelle ferme ou affermie.

A l'échéance de l'accord, ou à défaut s'il y avait une fin anticipée, le CEA ou un tiers mandaté par lui doit pouvoir reprendre sans difficulté l'ensemble des prestations.

A ce titre, le Titulaire garantit au CEA que tous les moyens seront mis en œuvre pour assurer la réversibilité des prestations.

Le Titulaire conserve la responsabilité pleine et entière des Prestations. Le transfert de responsabilité du Titulaire du présent accord vers le titulaire suivant s'effectue à l'échéance de cette période.

Le cas échéant, la levée de l'option sera notifiée au Titulaire par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Titulaire au plus tard 3 mois avant la date de son démarrage.

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si la (les) option(s) ne sont pas levées par le CEA.

## **ARTICLE 4 - DUREE - DELAIS D'EXECUTION**

- 4.1** Le présent accord est conclu pour une durée maximale de 48 mois à compter de la date de la réunion d'enclenchement (T0) qui sera fixée par le CEA.

Le présent accord comprend 3 phases :

- Une période ferme (PF) pour une durée de 36 mois,
- Une période optionnelle (PO) : à l'échéance de la période ferme, les Prestations de la période ferme pourront être prolongées pour une durée maximale de 12 mois. La période optionnelle sera exécutée à la seule décision du CEA et pourra être notifiée partiellement.

La notification partielle d'une période n'entraîne aucune obligation pour le CEA de notifier le solde de ladite période et ne donnera pas lieu à indemnités en cas de non-notification.

La levée d'une période optionnelle sera notifiée par le CEA par lettre recommandée avec accusé de réception au Titulaire dans un délai de trois mois avant sa date de démarrage.

- une phase de réversibilité (PO1) courant sur les deux derniers mois de la phase d'exécution.

Le Titulaire n'a droit à aucun dédit ou indemnisation si la (les) option(s) ne sont pas levées par le CEA.

- 4.2** Les Ordres de Travaux et/ou les commandes d'application peuvent être notifiées uniquement pendant la durée de validité de l'accord.

Les Travaux non achevés à la date d'échéance de l'accord, seront finalisés selon les conditions définies dans le présent accord, dans un délai maximum de 8 semaines à compter de la date de fin de validité du présent accord. Ce dernier sera réputé terminé au parfait achèvement des Travaux.

### **4.3 Délais d'intervention**

Le Titulaire respectera les délais suivants :

| TYPE DE DEMANDE   | POUR LES MISES EN SECURITE  |
|---|---|
| Délais d'intervention 1 (DI1)                             | 1 heure à compter de l'appel téléphonique ou Bip du standard "14"   |
| Délais d'intervention 2 (DI2)                             | 8 heures à compter de l'appel téléphonique ou Bip du standard "14"  |
| TYPE DE DEMANDE   | POUR LES PETITS TRAVAUX < 3 000 € HT SUR BPU  |
| Délais d'intervention 3 (DI3)                             | Fin des travaux au plus tard 5 jours ouvrés à compter de la date de la fin de la mise en sécurité suivant les commentaires du Bordereau d'Intervention (BI)   |
| Délais d'intervention 4 (DI4)                             | Fin des travaux au plus tard 30 jours ouvrés à compter de la date de la fin de mise en sécurité.<br><i>Nb : ce délai pourra être allongé après accord écrit du PCM et sur la base du justificatif présenté par le Titulaire (ex : délai validé lors de la validation d'un devis ou délai d'approvisionnement)</i> |
| Remise du DOE (à la demande du CEA)                       | Dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après la fin des travaux.  |
| TYPE DE DEMANDE   | POUR LES PETITS TRAVAUX COMPRIS ENTRE 3 000 ET 25 000 € HT  |
| A réception de l'expression de besoin ou CSTP             | Remise du devis et planning d'exécution associé sous 10 jours ouvrés maximum<br><i>Nb : ce délai pourra être allongé après accord écrit du PCM et sur la base du justificatif présenté par le Titulaire.</i>  |
| A la notification de la commande d'application par le CEA | Fin des travaux au plus tard 8 semaines après la date de notification du CEA.<br><i>Nb : ce délai pourra être allongé après accord écrit du PCM et sur la base du justificatif présenté par le Titulaire (ex : délai validé lors de la validation du devis ou délai d'approvisionnement).</i>                     |

| TYPE DE DEMANDE | POUR LES MISES EN SECURITE   |
|-----------------|--|
| Remise du DOE   | Dans un délai maximum de 10 jours ouvrés après la fin des travaux. |

## **ARTICLE 5 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS A LA DEMANDE DU CEA**

### **5.1 Modalités d'exécution applicables aux Petits Travaux < 3 000 Euros Hors Taxes sur BPU**

Les modalités d'exécution applicables aux prestations à la demande sont détaillées dans le CSTP référence à l'Article 2 supra (cf. § 3.2.1).

Après la transmission d'un Ordre de Travaux validé par le CEA:

- Le Titulaire réalise les Travaux dans les délais fixés à l'article 4.3 supra, après réception d'un Ordre de Travaux (OT) autorisant l'intervention transmise par le Service Technique et Logistique (STL).
- Chaque mois, le Titulaire transmet au CEA le chiffrage détaillé de l'ensemble des Ordres de Travaux reçus, réalisés et réceptionnés sur la période, selon les conditions tarifaires figurant en annexe 1 du présent accord et suivant le modèle présenté en annexe 6. Le Titulaire doit transmettre ce chiffrage détaillé avant le 15 du mois suivant.

Le chiffrage des **Petits Travaux < 3 000 Euros Hors Taxes est établi uniquement suivant le Bordereau de Prix Unitaires**. Dans le cas où la prestation n'est pas identifiée dans le Bordereau de Prix Unitaires, le Titulaire en informe le PCM à la réception de l'Ordre de Travail et sans délai, et ce avant le démarrage des prestations.

### **5.2 Modalités d'exécution applicables aux Petits Travaux compris entre 3 000 ET 25 000 Euros Hors Taxes**

Les modalités d'exécution applicables aux prestations à la demande sont détaillées dans le CSTP référence à l'Article 2 supra.

Le montant pour une même opération de Petits Travaux doit être supérieure à **3 000 Euros HT** et ne peut pas dépasser **25 000 euros Hors Taxes**.

#### *5.2.1. Demande de remise de l'offre pour les Petits Travaux compris entre 3 000 et 25 000 Euros Hors Taxes*

Pour chaque opération de Petits Travaux compris entre 3 000 et 25 000 Euros Hors Taxes, le CEA transmet au Titulaire une demande de remise d'une offre, conformément aux dispositions du CSTP référencé à l'Article 2 Supra. Le Titulaire accuse réception de la demande par mail dans un délai de deux (2) jours ouvrés et prend contact au plus tôt avec le CEA pour l'organisation pratique de la visite, le cas échéant.

#### *5.2.2. Offre du Titulaire*

Le Titulaire établit une offre, comportant une proposition financière et une proposition technique détaillée, telle que défini au chapitre 7.3.2 du CSTP référencé à l'Article 2 Supra.

L'offre devra contenir notamment les éléments suivants :

- Une offre financière, réalisé selon le modèle présenté en annexe 7, comprenant :
  - le n° et la date de demande de devis et la référence de l'accord,
  - la localisation des travaux (Bâtiment, Niveau, Zone, Locaux),
  - le n° de l'offre et la date,

- les coordonnées du responsable des travaux désigné pour l'affaire,
- les lignes du BPU correspondantes et leur volumétrie,
- les prix BATIPRIX retenus,
- le cas échéant, les taux horaires, le volume horaire, les approvisionnements et la sous-traitance,
- le cas échéant, les frais applicables aux travaux particuliers correspondant au lieu d'intervention.

Les chiffrages des Petits Travaux compris entre 3 000 € HT et 25 000 € HT sont établis sur la base des conditions tarifaires figurant en annexe 1 du présent accord et dans cet ordre de priorité :

- BPU (Bordereau de Prix Unitaires): coûts unitaires **plafonds** forfaitaires et révisables.
- BATIPRIX, BATIPRIX Web, millésime de l'année en cours. Le Titulaire pourra appliquer des taux de remise sur les paramétrages initiaux du BATIPRIX Web, millésime de l'année en cours. Les remises minimales consenties sur les paramétrages initiaux du BATIPRIX Web, millésime de l'année en cours (2026 pour le démarrage de l'accord), sont indiqués en annexe 1 du présent accord.

Les références utilisées sont le **<Bordereau BATIPRIX –Volume X-Désignation>** édités par le groupe *Le Moniteur*.

- des taux horaires plafonds par qualification en heures ouvrés et en heures non ouvrés.
- Sur devis (fourniture/main d'œuvre), dans le cas où des Prestations ne seraient pas décrites dans les Bordereaux de Prix Unitaires ou le BATIPRIX.

**La part du chiffrage sur devis (fourniture/main d'œuvre) ne doit pas excéder 10% du montant total du chiffrage et devra être impérativement justifiée.**

Le Titulaire est responsable des quantités (mètres) prévues au titre de ses chiffrages et notamment d'éventuelles erreurs. Le montant du chiffrage sera forfaitaire et pourra être décomposée en une part ferme et une part optionnelle.

- une proposition technique, tel que définie dans le CSTP référence à l'Article 2.

**Si le Titulaire ne peut remettre une proposition dans les délais impartis, il doit obligatoirement en informer le CEA par écrit en précisant les raisons de son déclin dans ce même délai.**

### 5.2.3. Notification de la commande d'application

Après analyse de la conformité de l'offre, le CEA adresse au Titulaire une commande d'application qui mentionne, *a minima* :

- le numéro de la commande d'application(n°4600xxxxxx) et la référence du présent accord (n°520000xxxxx),
- la référence de l'expression de besoin spécifique relatif à la commande d'application,
- le niveau de classification de l'opération,
- le lieu de réalisation de l'opération et, le cas échéant, le matériel<sup>1</sup> mis à la disposition du Titulaire,
- le calendrier détaillé et le délai global de réalisation de l'opération,
- les conditions de réception de l'opération (le cas échéant par jalon et après achèvement),
- le montant de la commande d'application et les échéanciers de règlement.

<sup>1</sup> MATERIEL est un terme générique désignant les moyens (locaux et équipements éventuels, données, programmes, documentations, etc.) nécessaires à la réalisation de la prestation notifiée.



## **ARTICLE 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

### **6.1 Responsabilité - Lieu d'exécution**

Les Travaux, objet du présent accord, seront exécutés sous l'entière maîtrise et responsabilité du Titulaire dans les locaux du CEA, situé à Bruyères-le-Châtel. Ils seront exécutés sous l'autorité de son personnel d'encadrement.

Le Titulaire doit prendre toute précaution afin de protéger les installations de toute nature existant sur le terrain ou à proximité de celui-ci. Il n'aura droit à aucune indemnité du fait des sujétions dues à leur présence et devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Le personnel du Titulaire n'est pas autorisé à intervenir sur site avec un véhicule personnel.

Le Titulaire a une obligation de résultat quant aux Travaux qui lui sont confiés et répond de leur bonne exécution conformément aux dispositions du CSTP référencé ci-dessus ainsi qu'aux règles de l'art.

### **6.2 Moyens mis par le CEA à la disposition du Titulaire**

#### *6.2.1. Accès à la Zone Entreprise*

Le CEA donne accès au Titulaire à la Zone Entreprise à titre temporaire dans le cadre de l'exécution du présent accord conformément aux dispositions de l'annexe 2 au présent accord.

#### *6.2.2. Mise à disposition d'un local*

Le CEA met à la disposition du Titulaire un local de service à titre temporaire dans le cadre de l'exécution du présent accord conformément aux dispositions de la convention d'hébergement (cf. annexe 3 du présent accord). Toute interruption de ce dernier pour motif de résiliation, quelle qu'en soit l'origine, met fin automatiquement à cette mise à disposition.

Un état des lieux faisant l'objet d'un procès-verbal établi contradictoirement et signé par les Parties, est réalisé à la prise d'effet et à l'échéance du présent accord. Le Titulaire devra réparer à ses frais tous les dommages dont il serait responsable.

Il appartient au Titulaire de s'assurer du respect des normes de sécurité et de discipline quant à l'utilisation de ce local et de signaler toute anomalie constatée quant à son état et à son équipement.

L'absence de mise à disposition de moyens par le CEA au Titulaire n'impactera pas la réalisation des Travaux.

#### *6.2.1. Accès aux réseaux informatiques CEA*

Le Titulaire doit se conformer à l'ensemble des règles d'utilisation des systèmes d'information applicables sur l'établissement CEA/DIF. Si besoin, le CEA pourra accorder au Titulaire un accès aux réseaux du CEA/DAM classifiés de défense, après analyse de la demande, et dans la limite des besoins nécessaires à la bonne exécution des Prestations.

Cet accès se traduira par l'ouverture d'un compte nominatif au nom de l'exécutant des Prestations. Le Titulaire devra fournir au CEA tous les renseignements nécessaires à cette ouverture de compte. L'exécutant des Prestations devra présenter le profil nécessaire, en particulier en ce qui concerne son habilitation au niveau **Très Secret**.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le respect des règles susmentionnées. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne dégageront en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des Prestations à l'ensemble des textes en vigueur et au Cahier des Charges, jusqu'au prononcé de la réception du présent accord.

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment l'exécution du présent accord. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements,



le présent accord peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

Les règles d'utilisation des systèmes d'informations sur l'établissement CEA/DIF spécifiques au présent accord seront précisées par le Plan contractuel de sécurité.

#### 6.2.2. Fluides

Les fluides nécessaires à l'exécution du présent accord seront fournis par le CEA et à ses frais, exception faite des communications téléphoniques vers l'extérieur qui seront à la charge du Titulaire.

#### 6.2.3. Dosimétrie

Le CEA fournit la dosimétrie opérationnelle aux personnes intervenant en zone réglementée. En cas de non-restitution ou de constat de dégradation du DOSICARD en fin de Travaux, le CEA appliquera une pénalité s'élevant à 300 € par DOSICARD.

### 6.3 Matériel et outillage

Le Titulaire affectera tous les moyens nécessaires (matériels, outillage et main-d'œuvre) à la bonne exécution des Travaux qui lui sont confiés.

#### 6.3.1. Prêt de matériel et outillage par le CEA

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » des CGA, le Titulaire s'engage à fournir la totalité du matériel nécessaire à l'exécution des Travaux.

#### 6.3.2. Equipements de protection individuelle

Conformément au chapitre 7 « Moyens d'exécution du marché » - Article 18.2 « Moyens matériels » des CGA, le Titulaire fournira l'ensemble des équipements de protection individuelle nécessaires à l'accomplissement des Travaux dans les meilleures conditions.

Le Titulaire fournira également les équipements spécifiques de protection individuelle contre l'exposition interne et l'exposition externe et les vêtements de travail et de protection contre la contamination.

#### 6.3.3. Evacuation du matériel et outillage

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour protéger le matériel et l'outillage utilisés dans le cadre du présent accord.

Toute sortie de matériel est soumise aux contrôles réglementaires en vigueur sur le site du CEA/DIF, en particulier par le Service de protection contre les rayonnements (SPR), et faire l'objet d'une attestation de contrôle radiologique, et/ou, le cas échéant, d'un bordereau d'évacuation.

Le retour à une utilisation conventionnelle de ce matériel et/ou de cet outillage, utilisé dans une installation nucléaire de base est subordonné à l'autorisation du CEA. Cette autorisation ne pourra être donnée que si ce matériel est exempt de contamination.

La sortie de matériel déclaré contaminé, sous la responsabilité du Titulaire, ne pourra être acceptée par le CEA que si l'activité résiduelle est fixée et si la destination finale est une autre installation nucléaire de base ou un local adapté, faisant au moins l'objet d'une déclaration à l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) ou à la DREAL (Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement), pour recevoir du matériel issu de chantier d'assainissement.

Les opérations de nettoyage et de décontamination de l'ensemble du matériel propriété du Titulaire sont à la charge de ce dernier. Si les niveaux de contamination ne permettent pas d'effectuer ces opérations localement dans de bonnes conditions de sécurité, appréciées par le SPR, le matériel déclaré contaminé devra rester sur le site du CEA/DIF.

Au cas où la contamination de ce matériel n'incomberait pas au Titulaire, hors contaminations prévisibles compte tenu de la nature et de la localisation des travaux tels que décrits dans le CSTP, le CEA s'engage à racheter le matériel à sa valeur d'immobilisation résiduelle à la date de fin de l'accord sur présentation des justificatifs (achat et amortissement) par le Titulaire.

#### **6.4 Travaux ou modifications sur les installations existantes**

Pendant l'exécution du présent accord, le CEA pourra être amené à confier à un tiers la réalisation de travaux ou de modifications sur une ou plusieurs installations existantes, entrant dans le champ d'action du Titulaire.

Dans ce cas, le Titulaire conserve toute la responsabilité quant à la disponibilité des matériels et à la continuité des Travaux.

Dans le cas où l'importance de ces travaux le justifierait, le CEA et le Titulaire conviendront de se rencontrer afin de définir et de porter par écrit les responsabilités de chacune des Parties.

#### **6.5 Obligations des parties et contrôle d'exécution**

##### *6.5.1. Obligations du Titulaire*

Le Titulaire apporte tout le soin et toute la diligence nécessaire à l'exécution des Travaux qui lui seront notifiés au titre du présent accord.

Il informe le CEA de tout évènement susceptible de compromettre le bon déroulement ou la qualité des Travaux sans que cette information modifie ses obligations contractuelles.

Le Titulaire s'oblige :

- à conformer ses ressources aux Travaux qui lui seront confiés et aux priorités qui lui seront indiquées par le CEA, et notamment à affecter à leur exécution un personnel suffisant en nombre, en qualification et en compétences,
- à désigner un responsable unique qui sera le correspondant permanent du CEA et qui aura la responsabilité du suivi du présent accord,

Le Titulaire a la responsabilité de toutes les phases d'exécution des Travaux. La remise de documents en cours de réalisation ne le dégage pas de cette responsabilité.

De plus, l'examen par le CEA des documents établis, vérifiés et approuvés par le Titulaire ainsi que les modifications qu'il apporte à une de ces pièces à la demande du CEA n'atténue en rien les responsabilités qui lui incombent.

Le Titulaire tient à disposition du CEA toute information ou documentation se rapportant aux travaux.

##### *6.5.2. Obligations du CEA*

Le CEA s'engage :

- à communiquer au Titulaire, par l'intermédiaire de son responsable désigné dans le cadre de l'exécution du présent accord, tous les moyens, documents, renseignements, données nécessaires à la bonne compréhension et l'exécution des travaux,
- à dispenser une information particulière pour permettre aux intervenants du Titulaire d'accéder à des zones à accès contrôlé ou surveillé,
- à désigner un interlocuteur pour chaque opération ainsi qu'un responsable principal pour le suivi du présent accord qui seront les correspondants du Titulaire.

#### **6.6 Habilitations professionnelles**

Les dispositions relatives aux habilitations professionnelles du Titulaire sont décrites au chapitre 6 « Sécurité – Sureté nucléaire – Radioprotection » des CGA, et concernent notamment :

- l'article 13.3 « Obligations générales du Titulaire - Formation, qualification, habilitation et autorisation »,

- l'article 14.1 « Mesures de prévention -Mesures de préventions préalables à l'exécution du Marché ».

Le Titulaire doit prendre toute précaution afin de conserver ses habilitations professionnelles sur toute la durée du présent accord.

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA, si besoin est, préalablement à l'exécution des travaux, les certificats et les habilitations requis pour tous les employés amenés à intervenir sur le site et signaler toute modification intervenant en cours de l'accord. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causées par les salariés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

En cas de non-respect des dispositions ci-dessus, le CEA se réserve la possibilité de suspendre à tout moment l'exécution de la commande d'application concernée et/ou du présent accord. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, la commande d'application concernée et/ou le présent accord peut être résilié(e) de plein droit, aux torts du Titulaire, sans mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

## **6.7 Horaires**

Les horaires d'ouverture de l'établissement CEA/DIF sont de 7h30 à 19h30, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h20 à 17h, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'installation qui se chargera d'avertir la Formation locale de sécurité (FLS) du CEA, si nécessaire.

## **6.8 Réunions de suivi**

La réalisation des Travaux donne lieu à des réunions de suivi d'exécution entre les responsables désignés par chacune des Parties, a minima :

### **Au titre du présent accord :**

- une réunion de lancement. Le Titulaire établit un compte rendu et le transmettra au CEA dans un délai de 5 jours ouvrés, pour approbation préalable avant diffusion,
- une réunion d'inspection commune,
- une réunion de bilan, avec une fréquence trimestrielle,
- des réunions de sécurité et techniques autant que de besoin, à la demande d'une des Parties,
- une réunion de bilan annuel.

### **Au titre des prestations forfaitaires et des Petits Travaux < 3 000 € HT sur BPU :**

- des réunions de coordination des interventions, avec une fréquence hebdomadaire,
- des réunions de suivis des mises en sécurité et des petits travaux, avec une fréquence mensuelle,
- des réunions d'inspections communes ou de sécurité, si nécessaire.

### **Au titre des Petits Travaux compris entre 3 000 et 25 000 € HT :**

- une réunion d'enclenchement,
  - des réunions de chantier, avec une fréquence a minima hebdomadaires avec le chargé de travaux CEA,
  - des réunions de suivi de l'avancement des travaux, tous les quinze jours en présence des chargés de travaux et du PCM,
-

- des réunions d'inspections communes, de sécurité ou techniques autant que de besoin, à la demande d'une des Parties.

Ces réunions dont le détail est indiqué dans le CSTP mentionné à l'article 2 supra se dérouleront entre les responsables désignés par chacune des Parties. A l'issue de chaque réunion (hors réunion de lancement), le CEA établira un compte rendu qu'il transmettra au Titulaire.

## 6.9 Accidents du travail

Les dispositions relatives aux accidents du travail sont décrites à l'article 13.6 « Informations – Déclarations » des CGA.

Le Titulaire est tenu d'informer sans délai le CEA (Chef d'installation, Responsable de contrat d'installation ou représentant du Maître d'ouvrage dans le cas d'un chantier de bâtiment ou de génie civil) de tout accident du travail survenu à l'un de ses travailleurs ou des travailleurs de ses sous-traitants, quel que soit leur rang, de toute maladie professionnelle affectant ces derniers.

Pour tout accident au poste de travail d'un de ses travailleurs ou d'un des travailleurs de ses sous-traitants autorisés pour le présent accord, qu'il soit bénin, avec ou sans arrêt de travail, le Titulaire devra contacter l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement (DIF/ED/ISE - Bât AD - BRUYERES LE CHATEL, 91297 ARPAJON Cedex) du CEA/DIF dans les quinze jours calendaires suivants l'accident, afin de prendre rendez-vous pour présenter au CEA/DIF :

- les circonstances de l'accident,
- l'analyse faite de cet accident,
- les mesures envisagées pour que ce type d'accident ne se reproduise plus.

## **ARTICLE 7 - DOCUMENTS A REMETTRE**

**7.1** Le Titulaire s'engage au titre du présent accord, à remettre au CEA l'ensemble des documents listés dans le CSTP référencé à l'Article 2 supra, notamment :

### *7.1.1. Documents de suivi de l'accord :*

Le Titulaire fournit les documents suivants :

- Au titre de la mission de management :
  - le PAQP mis à jour,
  - le planning d'activités mis à jour, avec une fréquence mensuelle,
  - les PT et les BI signés et validés après chaque opération et remis au PCM en fin de chaque mois,
  - un bilan mensuel d'activités à transmettre à la fin de chaque mois, comportant :
    - le nombre de mises en sécurité triées par type d'intervention (DI1 / DI2) et par type de métiers,
    - un bilan de l'ensemble de la prestation «gestion des clefs et cylindres » incluant la présentation de l'inventaire à jour.
    - le tableau récapitulatif des chiffrages de tous les « Petits Travaux < 3 000 Euros Hors taxes sur BPU » effectués au cours du mois, avant le 15 du mois suivant,
    - le tableau récapitulatif des « Petits Travaux compris entre 3 000 et 25 000 Euros Hors Taxes » en cours, la planification et l'avancement des commandes d'application et/ou en cours de réalisation sur le mois considéré.

- le bilan trimestriel d'activité et de gestion de l'accord,
- le tableau de suivi des indicateurs qualité ainsi que toute la documentation d'assurance qualité mise à jour, avec une fréquence trimestrielle,
- un bilan semestriel de l'ensemble des prestations de vérification des ouvrants,
- le rapport annuel d'activité et de gestion de l'accord.
- un plan de réversibilité initial à fournir 6 mois avant l'échéance de la tranche ferme de l'accord. Le plan de réversibilité final sera transmis à l'échéance de l'accord.

#### *7.1.2. Documents à remettre pour les Petits Travaux < 3 000 Euros Hors Taxes sur BPU*

Le Titulaire doit fournir au PCM à minima les documents suivants:

- Un planning prévisionnel des travaux, à la demande du CEA,
- Le chiffrage des travaux effectué au cours du mois, à transmettre au CEA avant le 15 u mois suivant,
- A la demande du PCM, le détail du chiffrage d'une demande de Petits Travaux;
- Les délais d'approvisionnement des matériaux et équipements, si nécessaire ;
- Un mode opératoire avec analyse de risques, si nécessaire,
- Les PV de réception signé contradictoirement des 2 Parties.

#### *7.1.3. Documents à remettre pour les petits travaux compris entre 3 000 et 25 000 Euros Hors Taxes*

Le Titulaire doit fournir au PCM à minima les documents suivants:

- Un planning prévisionnel de l'ensemble de ces travaux,
- Le chiffrage détaillé des travaux,
- Le planning d'exécution prévisionnel détaillé des travaux avec les différentes phases,
- Les délais d'approvisionnement des matériaux et équipements, si nécessaire ;
- Un mode opératoire avec analyse de risques, si nécessaire,
- Les plans d'exécution et notes de calcul,
- Les fiches techniques des matériaux et équipements proposés
- Les Fiches de données Sécurité (FDS) des produits mis en œuvre,
- Les certificats nécessaires,
- Les rapports d'essais, les rapports de contrôles,
- Les PV de réception signé contradictoirement des 2 Parties.

#### *7.1.4. Documents de fin de travaux*

7 jours au plus tard avant la date fixée pour les OPR, le Titulaire fournit les documents ou informations utiles à la gestion du patrimoine à la demande du CEA, notamment :

- les DOE;
- les plans et les documents techniques TQC ;
- les notes de calcul ;
- les fiches techniques et les certificats de conformité des équipements et matériels installés,
- le dossier de maintenance des équipements,
- les rapports de fin d'intervention (RFI) pour les travaux sous SS4 ou chantier plomb,

- les Bordereaux de Suivi des Déchets pour les déchets Dangereux , ou les bons de pesée pour les Déchets Non Dangereux.
- les PV de réception et les levées de réserve signés contradictoirement des 2 Parties.

**7.2** Les documents remis au CEA doivent être fournis à la fois sur support papier (un original et une copie) et informatique, en langue française. Des duplications de fichiers doivent pouvoir être faites et les logiciels et versions utilisés avoir fait l'objet d'un accord préalable du CEA.

Tous les plans sont réalisés en DAO sur le logiciel AUTOCAD selon la charte graphique du STL définissant entre autres les cartouches, les symboles etc. En cas de modification de logiciel ou de montée de version, le CEA informera le Titulaire un mois avant pour qu'il puisse prendre en compte les évolutions.

**7.3** Les documents ou tout autre moyen remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier, au plus tard à l'échéance du présent accord ou au moment de la dénonciation de celui-ci.

## **ARTICLE 8 - INTERLOCUTEURS**

### **8.1 Interlocuteurs au titre de l'accord**

Pour l'exécution du présent accord, les Parties désignent comme interlocuteurs :

- Pour le CEA : **Prénom NOM (Fonction)**    xx xx xx xx xx    xxxxxxxx.xxxx@xxxx
- pour le Titulaire : **Prénom NOM (Fonction)**    xx xx xx xx xx    xxxxxxxx.xxxx@xxxx

Tout changement d'interlocuteur fera l'objet d'un simple échange de courrier.

### **8.2 Interlocuteurs au titre des commandes d'application**

Le CEA et le Titulaire s'engagent à désigner un interlocuteur technique et/ou commercial pour chaque commande d'application.

## **ARTICLE 9 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions et les conséquences du recours à la sous-traitance par le Titulaire sont détaillées à l'article 7 « Sous-traitance » des CGA.

Le Titulaire doit remettre au CEA, au plus tard 15 jours avant le démarrage de la prestation concernée, la demande d'acceptation du sous-traitant accompagnée des documents afférents (formulaire transmis sur simple demande adressée au Bureau des Affaires Commerciales).

## **ARTICLE 10 - CONTROLES TECHNIQUES**

**10.1** Le CEA se réserve le droit de confier, à ses frais, une mission de contrôle technique à un ou plusieurs organisme(s) indépendant(s).

Dans ce cas, le Titulaire s'engage à tenir compte, à ses frais, de l'ensemble des observations du (des) contrôleur(s) technique(s), que le CEA lui aura notifié pour exécution afin d'obtenir un accord sans réserve sur la réalisation de l'ouvrage.

- 10.2** Préalablement aux opérations de réception, le Titulaire remet au CEA les procès-verbaux de contrôle de conformité des Travaux qu'il aura réalisés, établis par un organisme agréé. Ce bordereau devra être exempt de toute réserve.

## **ARTICLE 11 - CONTROLES, MONTAGE SUR SITE, ESSAIS**

Les dispositions relatives aux contrôles, au montage sur le site du CEA, à la mise en service industrielle et aux essais sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

En fin de montage, le Titulaire procédera au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

## **ARTICLE 12 - RECEPTION ET GARANTIE**

- 12.1** Les dispositions relatives à la réception et à la garantie sont décrites au chapitre 11 « Réception et garantie » des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties (cf. annexe 5 au présent accord).

- 12.2** La signature de chaque procès-verbal ouvre une période de garantie d'un an dite de « parfait achèvement ». Pendant cette période, le Titulaire doit procéder aux rectifications ou améliorations lui permettant d'obtenir la levée des réserves éventuelles formulées lors de la signature du procès-verbal.

## **ARTICLE 13 - MODIFICATION DES PETITS TRAVAUX COMPRIS ENTRE 3 000 ET 25 000 EUROS HORS TAXES**

- 13.1** Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de son prix forfaitaire fixé au titre des commandes d'application et ne peut prétendre, à ce titre, à aucune augmentation de celui-ci. Le manque de prévision du Titulaire dans l'établissement de son prix n'est pas de nature à entraîner la modification du caractère forfaitaire du montant du présent accord.

- 13.2** Pendant l'exécution de chaque commande d'application, le CEA pourra prescrire au Titulaire les modifications de toute nature qui lui paraissent utiles.

Réciproquement, le Titulaire pourra soumettre également au CEA des modifications s'avérant indispensables à la bonne réalisation des commandes d'application. Ces modifications devront faire l'objet de propositions écrites motivées adressées au CEA.

Dans tous les cas, seul le CEA a prérogative à décider cette exécution.

- 13.3** Le processus conduisant à la notification, par le CEA, de ces modifications est basé sur l'émission et le traitement d'une Fiche de Modification (FM), dont le modèle figure en annexe 4 du présent accord.



### 13.4 Pour les études

Le CEA se réserve la possibilité de notifier au Titulaire des demandes de corrections et de mise à jour des notes et plans à partir du premier BPE (Bon pour Exécution), avant le début des Travaux, sans que le Titulaire ne puisse justifier d'une quelconque rémunération supplémentaire (ni retard sur les plannings), par rapport au montant forfaitaire des études.

### 13.5 Pour les travaux

Pour chaque FM, le Titulaire s'engage à répondre à la demande du CEA par l'émission d'un chiffrage faisant apparaître une décomposition de son montant, intégrant les plus et moins-values engendrées par la modification, calculées sur les bases suivantes (par ordre de priorité décroissante) :

- application des prix unitaires (BPU) des cadres de décomposition du prix global et forfaitaire (cf. annexe 1 du présent accord),
- application des pourcentages de remise sur le BATIPRIX (cf. annexe 1 du présent accord),
- application des taux horaires par qualification définis par le présent marché, aux quantitatifs acceptés par le CEA, (cf. annexe 1 du présent accord),
- le cas échéant, application des taux de majoration relatifs aux travaux particuliers réalisés dans des zones d'intervention spécifiques (cf. annexe 1 du présent accord),

Sans indication contraire du CEA, le Titulaire s'engage à répondre aux fiches de modification dans un délai maximal de **10 jours ouvrés** à compter de la date de notification desdites fiches.

Les chiffrages présentés par le Titulaire sont réputés tenir compte de tous les impacts des modifications concernées, afin de permettre au CEA de prendre des décisions au vu de l'ensemble des conséquences sur la commande d'application concernée.

Chaque chiffrage fera l'objet d'une instruction puis de négociations menées par le CEA jusqu'à la validation finale de la FM.

En cas de désaccord tant sur le plan financier, le Titulaire devra engager les travaux correspondants sur demande du CEA. Dans ce cas, le prix remis par le Titulaire est un prix provisoire. Le prix définitif sera fixé après discussions et accord des Parties.

### 13.6 Modalités de notification des modifications

Tout début d'exécution des prestations de modification doit faire l'objet d'un accord écrit préalable du CEA qui précisera le contenu des prestations, la référence du devis du Titulaire, le montant total des prestations et le délai de réalisation, convenu avec le Titulaire ainsi que l'échéancier de paiement associé.

Le Titulaire ne peut refuser d'exécuter les prestations de modification notifiées par courrier sur la base des éléments financiers qu'il aura transmis dans le cadre de l'instruction des FM.

Les incidences financières des modifications en plus ou en moins feront l'objet d'un avenant à la commande d'application concernée qui permettra les règlements supplémentaires éventuels, établi au plus tard à l'échéance de la commande d'application.

## **ARTICLE 14 - MONTANT - REGIME FISCAL**

### 14.1 Montant

Le montant du présent accord, établi aux conditions économiques du mois et année de remise de l'offre, est plafonné à la somme de **5 600 000 € HT (CINQ MILLIONS SIX CENT MILLE EUROS HORS TAXES)**, toute sujétion incluse.

---

Ce montant se décompose comme suit :

- **Prestations forfaitaires :**

- Période ferme (36 mois) : un montant forfaitaire et révisable de XXXXX,XX € HT, calculé sur la base d'un montant mensuel forfaitaire et révisable de XXXX,XX € HT.
- Période optionnelle (12 mois) : un montant forfaitaire et révisable de XXXXX,XX € HT, calculé sur la base d'un montant mensuel forfaitaire et révisable de XXXX,XX € HT.
- **Prestation optionnelle (PO1)** – phase de réversibilité sortante (2 mois) : un montant forfaitaire et révisable de XXXXX,XX € HT, calculé sur la base d'un montant mensuel forfaitaire et révisable de XXXX,XX € HT.
- **Prestations à la demande** pour la durée du accord (48 mois) : un montant plafonné de XXXX,XX € HT pour la prise en compte des prestations à la demande du CEA (Petits Travaux < 25 000 € HT) établi sur la base des conditions tarifaires figurant en annexe 1 du présent accord.

Ce montant est estimatif et ne constitue en aucun cas un engagement de dépenses de la part du CEA vis-à-vis du Titulaire. Le Titulaire ne pourra s'en prévaloir au cas où le montant total des dépenses n'atteindrait pas cette somme.

## 14.2 Spécificités

14.2.1. Le montant des Petits Travaux inférieurs à 3 000 Euros HT est calculé conformément aux disposition de l'article 5.1 supra.

14.2.2. Le montant des Petits Travaux compris entre 3 000 et 25 000 Euros est calculé conformément aux disposition de l'article 5.2 supra.

14.2.3. Les travaux réalisés au titre d'une commande d'application peuvent être effectués dans des zones d'intervention spécifiques (travaux en Installations Individuelles (II) et/ou SS4 et/ou ZR). Les taux de majoration plafonds, applicables à ces travaux particuliers, sont présentés en annexe 1 du présent accord.

### 14.2.4. Bordereaux de Prix Unitaires

Le Bordereau de Prix Unitaires s'entend toutes sujétions incluses, et comprend notamment la main d'œuvre, les fournitures, les consommables, les pièces et matériel et le cas échéant la sous-traitance.

Le CEA se réserve la faculté d'intégrer au présent accord des nouveaux prix unitaires. Chaque prix est alors négocié entre les Parties sur la base notamment des devis proposés sur la période écoulée. Cette intégration n'a pas vocation à modifier les prix unitaires existants et les montants plafonds du présent accord. Cette intégration relève de la seule décision du CEA sur la base d'un devis et est formalisée par une lettre de fonctionnement.

## 14.3 Frais de déplacement

Le Titulaire prendra à sa charge les frais de déplacement de son personnel et de l'outillage à l'intérieur et à l'extérieur du Centre CEA/DAM Ile de France.

## 14.4 Régime fiscal

Le présent accord est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

Chaque terme de paiement est assorti de la TVA.

Le Titulaire s'engage à indiquer dans ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA sur les débits.

## **ARTICLE 15 - REVISION DES PRIX**

**15.1** Les prix des références BATIPRIX visés à l'article 14.2.2 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois et année de remise de l'offre.

Ils sont révisés annuellement par la publication d'une nouvelle référence BATIPRIX.

**15.2** Les prix (hors BATIPRIX) visés à l'article 14 ci-dessus sont réputés établis aux conditions économiques du mois de mois et année de remise de l'offre.

Ils sont révisables annuellement au mois de mois anniversaire de l'accord. Un mois avant cette échéance, le Titulaire transmet par écrit au Bureau des affaires commerciales (BACO) du CEA/DIF une nouvelle proposition de prix pour l'année suivante, qui pourra faire l'objet d'une négociation.

En tout état de cause, si les Parties ne parvenaient pas à un accord, les prix seraient révisés dans la limite maximale de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,85 \times \frac{\text{Indice 1}}{\text{Indice 10}})$$

dans laquelle :

P = prix révisé,

P<sub>0</sub> = prix initial pour la première révision, puis dernier prix révisé,

Indice 10 = valeur de l'indice BT01 "tous corps d'état" (identifiant INSEE : 001710986 publié au Bulletin Mensuel de la Statistique de l'INSEE), pour le mois et année de remise de l'offre, pour la première révision, puis dernière valeur retenue,

Indice 1 = valeur de ce même indice, à la date de la demande de révision des prix.

Au cas où les dispositions du présent article n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application rétroactive des anciens prix et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix.

Dans le cas où le jeu de la formule conduirait à une augmentation supérieure à 3 % l'an, le Titulaire et le CEA pourront éventuellement mener une négociation sur la base de l'analyse du secteur économique en cause et de son poids réel sur le coût des prestations.

## **ARTICLE 16 - ARRÊT DE CHANTIER POUR LES PETITS TRAVAUX COMPRIS ENTRE 3 000 ET 25 000 EUROS HT**

### **16.1 Définitions**

Est désignée comme « Arrêt de chantier » toute interruption de chantier :

- du fait du CEA,
- strictement supérieure à une demi-journée,
- et ayant fait l'objet d'une notification par le CEA.

Sont exclues du champ d'application du présent article toutes les interruptions de chantier du fait du Titulaire, y compris celles ayant fait l'objet d'une notification par le CEA ainsi que les jours de fermeture du CEA/DIF fixés au début de chaque année, notamment les jours fériés, les deux semaines de fermeture programmées aux mois d'août et de décembre (généralement prévues en semaine 33 et 52) et la fête locale.

Tout Arrêt de chantier notifié au Titulaire avec un délai de préavis supérieur ou égal à 7 jours calendaires est un arrêt de chantier programmé.

Tout Arrêt de chantier notifié au Titulaire avec un délai de préavis strictement inférieur à 7 jours calendaires est un arrêt de chantier inopiné.

Qu'ils soient programmés ou inopinés, et en l'absence de précision lors de la notification par le CEA, les Arrêts de chantier sont considérés comme étant des Arrêts de chantier avec immobilisation du matériel. A contrario, le repli du matériel est expressément spécifié dans la notification de l'Arrêt de chantier.

## 16.2 Indemnisation des frais de main d'œuvre

Quelle qu'en soit sa durée, un Arrêt de chantier programmé ne donne pas lieu à indemnisation des frais de main d'œuvre du Titulaire.

En cas d'Arrêt de chantier inopiné, l'indemnisation forfaitaire des frais de main-d'œuvre sera due au Titulaire, sur la base des conditions tarifaires figurant en annexe 1 du présent accord :

- pendant 5 jours ouvrés à compter de la date d'arrêt effective du chantier,
- et dans la limite de 7 jours calendaires à compter de la notification de l'Arrêt de chantier par le CEA, dans le cas où cette notification intervient avant l'arrêt effectif du chantier.

Cette indemnisation est calculée sur la base des taux horaires définis à l'annexe 1 du présent accord.

## 16.3 Reprise des Travaux

Quel que soit le type d'Arrêt de chantier, le Titulaire s'engage à reprendre l'exécution des Travaux interrompus :

- pour un arrêt avec immobilisation inférieur ou égal à 5 jours ouvrés : au plus tard, 1 jour ouvré après notification du CEA de la reprise des Travaux,
- pour un arrêt avec immobilisation strictement supérieur à 5 jours ouvrés : au plus tard 7 jours calendaires après notification du CEA de la reprise des Travaux,

La reprise des travaux est constatée conjointement par un procès-verbal indiquant la durée effective de l'arrêt.

# ARTICLE 17 - CONDITIONS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

## 17.1 Conditions de facturation

### 17.1.1. Formalisme de la facturation

Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent accord doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : DIF-D,
- le n° complet du présent accord soit 5200XXXXXX (= numéro d'engagement),
- **Pour les prestations forfaitaires** : le n° complet de la commande d'application soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),
- **Pour les Petits Travaux < 3 000 Euros HT** : le n° complet de la commande d'application, soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),
- **Pour les Petits Travaux compris entre 3 000 et 25 000 Euros HT** : le n° complet de la commande d'application, soit 4600XXXXXX / P6XXX (= numéro d'engagement),

- l'intitulé de l'accord,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

Pour toute demande concernant le portail CHORUS : [cea-dam-demat@cea.fr](mailto:cea-dam-demat@cea.fr)

Pour toute demande concernant la comptabilité fournisseur : [cea-dam-comptabilite@cea.fr](mailto:cea-dam-comptabilite@cea.fr)

#### 17.1.2. Présentation des révisions de prix

Les révisions de prix font l'objet d'une facturation séparée et doivent comporter en sus des informations ci-avant :

- le prix aux conditions économiques initiales, telles que définies à l'article relatif à la révision de prix,
- le prix révisé et le coefficient de révision appliqué.

#### 17.1.3. Règlement des factures

Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve :

- de conformité de la facture aux termes du présent accord. A défaut, elle sera renvoyée à l'émetteur,
- de l'acceptation par le CEA des prestations correspondantes conformément aux conditions de l'accord. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

A défaut, toute facture émise sans le justificatif d'acceptation de la prestation sera rejetée en statut « recyclée ».

Pour les prestations périodiques payables à terme échu, les factures émises avant le terme seront réputées avoir été émises le premier jour suivant la date du terme.

### 17.2 Conditions de paiement

Le montant du présent accord est facturé par le Titulaire conformément à l'échéancier suivant :

#### 17.2.1. Prestations forfaitaires

Les prestations forfaitaires seront facturées mensuellement à terme échu, à la réception prononcée sans réserve par le CEA des travaux réalisés au cours du mois écoulé, remise des livrables associés et signature contradictoire du procès-verbal de réception.

#### 17.2.2. Prestations à la demande

Les travaux effectués dans le cadre des prestations à la demande seront facturés sur la base des conditions tarifaires indiqués en annexe 1 du présent accord et des devis acceptés préalablement par le CEA.

→ Petits Travaux < 3 000 Euros Hors Taxes sur BPU

Le CEA établit une commande d'application mensuelle, après validation du bilan mensuel de l'ensemble des Petits Travaux inférieurs à 3 000 Euros sur BPU, transmis par le Titulaire (Cf. Article 5.1) et sur procès-verbal contradictoire signé des Deux Parties.

Le Titulaire adresse une facture du montant de la commande d'application mensuelle comprenant l'ensemble des « Petits Travaux < 3 000 euros HT sur BPU » réalisés et acceptés sans réserve, au cours du mois considéré.

→ Petits Travaux compris entre 3 000 et 25 000 Euros Hors Taxes :

Le montant de chaque commande d'application pour petits Travaux compris entre 3 000 et 25 000 Euros Hors Taxes est facturé selon l'échéancier défini dans chacune d'elle, en fonction de la réalisation des Prestations et des livrables transmis. Aucun paiement en acompte ne pourra être accepté.

## **ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITE**

Les dispositions relatives à la confidentialité sont décrites au chapitre 4 « Confidentialité et données à caractère personnel » des CGA.

## **ARTICLE 19 - PROTECTION DU SECRET**

*L'accord est un accord classifié de niveau **Très Secret (TS)** au sens de la réglementation sur la protection du secret de la défense nationale. Il n'implique pas la détention d'Information ou Supports Classifiés par le Titulaire.*

**19.1** En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à assurer la protection des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) auxquels il a accès et/ou qu'il détient au titre de l'accord, en tenant compte des dispositions particulières stipulées dans le Plan contractuel de sécurité (PCS).

Le Titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes portant sur ses obligations résultant de l'accès et/ou de la détention d'Informations et/ou supports classifiés couverts par le secret de la défense nationale, et plus particulièrement :

- des articles L. 2311-1 à L. 2313-1 et R. 2311-1 à R. 2312-2 du code de la défense ;
- du code pénal, notamment ses articles 413-9 et suivants ;
- de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 ») ;
- de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles ;
- de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »).

Le Titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces dispositions ainsi qu'à celles découlant de l'ensemble des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection du secret de la défense nationale.

**19.2** Pour exécuter l'accord, le Titulaire doit détenir une habilitation au niveau requis en cours de validité. Il engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives à son renouvellement.

En cas de perte de cette habilitation en cours d'exécution de l'accord, celui-ci est résilié de plein droit par le CEA, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire.

- 19.3** Les personnels participant à la réalisation de l'accord et ayant à connaître des Informations ou Supports Classifiés (ISC) doivent préalablement être habilités par l'autorité d'habilitation au niveau requis par le Plan contractuel de sécurité. Le Titulaire engage toutes les démarches nécessaires au respect de cette obligation et notamment celles relatives au renouvellement des habilitations de ses personnels.

Le Titulaire s'engage, dès que l'autorité d'habilitation le permet, à faire habilitier un nombre de personnels suffisant à la bonne exécution de l'accord et pour toute sa durée, y compris pendant les périodes de congés, jours fériés, fermetures de centre, etc. Le Titulaire s'engage à ne faire habilitier que des personnels qui appartiennent à son entreprise, sauf autorisation écrite du CEA.

Le Titulaire tient à jour la liste des personnels habilités pour l'exécution de l'accord. Il la communique à première demande du CEA et également lors de toute mise à jour.

Le Titulaire s'engage à ce que ses personnels n'accèdent à aucune installation autre que celle(s) concernée(s) par l'accord.

- 19.4** Le Titulaire s'engage à informer ses personnels habilités du caractère secret des prestations et de l'obligation qui leur est faite de tenir confidentiels l'ensemble des Informations ou Supports Classifiés auxquels ils seront amenés à accéder et/ou qu'ils seront amenés à détenir.

A ce titre, le Titulaire fait signer à ses personnels habilités l'engagement de responsabilité prévu par l'IGI 1300.

- 19.5** L'exécution de l'accord peut conduire le Titulaire à avoir connaissance d'informations ou supports qui, sans être couverts par le secret de la défense nationale, portent la mention « diffusion restreinte » et ne peuvent dès lors être rendus publics. Le Titulaire s'engage à respecter pour ces informations et supports, les dispositions de l'IGI 1300 et les dispositions du Plan contractuel de sécurité.

- 19.6** Le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter les prestations classifiées de l'accord, sauf autorisation préalable exceptionnelle du CEA accordée par écrit et précisant les conditions de cette sous-traitance. Dans ce cas, la réalisation par un sous-traitant de prestations classifiées est notamment conditionnée par l'obtention d'une habilitation au niveau requis par l'autorité d'habilitation compétente, de la personne morale dudit sous-traitant et de ses personnels concernés.

Le nom des entreprises sous-traitantes ainsi que la nature des prestations sous-traitées doivent être décrites dans le Plan contractuel de sécurité de l'accord.

Le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

Le Titulaire doit notamment mettre en place un Plan contractuel de sécurité « fille » élaboré par ses soins, signé par le sous-traitant, validé et contresigné par l'Officier de sécurité du CEA.

Par ailleurs, la sous-traitance de prestations sensibles, au sens de l'article 5.3.2 de l'IGI 1300, est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA. A cet effet, le Titulaire transmet au CEA l'avis sans réserve d'enquête administrative de la personne morale du sous-traitant (ou, le cas échéant, une attestation d'habilitation en cours de validité de la personne morale du sous-traitant).

- 19.7** Le Titulaire informe le CEA, dans le délai d'un mois, de l'achèvement des prestations classifiées de l'accord. Il remet obligatoirement au CEA la Fiche de clôture du Plan contractuel de sécurité (FICPCS) qui est jointe au Plan contractuel de sécurité.

Il s'engage à respecter les dispositions relatives à la destination des Informations ou Supports Classifiés convenues avec le CEA et précisées par la FICPCS.

En cas de non-respect de ces dispositions, le Titulaire encourt la sanction suivante : paiement d'une pénalité d'un montant de 500 € HT/jour de retard.



- 19.8** Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner l'abrogation de la décision d'habilitation au secret de la défense nationale de la personne morale et, par voie de conséquence, la résiliation de plein droit de l'accord, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire sans préjudice des peines prévues par le code pénal.

## **ARTICLE 20 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Les dispositions relatives à la Responsabilité et aux Assurances sont décrites dans le chapitre 12 « Responsabilité et assurances » des CGA.

## **ARTICLE 21 - GESTION DES DECHETS**

Les dispositions relatives à la gestion des déchets et des effluents sont décrites à l'article 10.6 du CCTG référencé supra.

Elles comprennent notamment les modalités de collecte et traitement des déchets, d'enlèvement des gravois liés aux travaux et d'évacuation des déchets dangereux vers les exutoires appropriés.

Le Titulaire garantira pendant toute la durée de l'accord, *a minima* :

- la conformité règlementaire de son processus de gestion des déchets et effluents,
- la valorisation maximale des déchets collectés,
- la réalisation obligatoire du tri sélectif et du suivi quantitatif des déchets,
- la sensibilisation de son personnel à la bonne gestion des déchets.

## **ARTICLE 22 - ASSURANCE DE LA QUALITE**

Le Titulaire établira un Plan d'Assurance Qualité Particulier (PAQP) relatif aux Travaux.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire quant à la qualité et la conformité des Travaux par rapport au Cahier des Charges.

S'il apparaît que certaines dispositions du PAQP sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

En cas de carences, le CEA se réserve la possibilité d'interrompre à tout moment, l'exécution du présent marché. Si le Titulaire se révèle incapable de remédier à ses manquements, le présent marché peut être résilié de plein droit, aux torts du Titulaire, sans lettre de mise en demeure préalable ou autre formalité juridique ou judiciaire, ni indemnités.

## **ARTICLE 23 - DROIT D'AUDIT DE MARCHE ET D'INSPECTION**

### **23.1 Audit de l'accord**

Le CEA se réserve le droit de faire des audits techniques et/ou financiers et/ou qualités et/ou managements et/ou sécurité, à tout moment. Concernant le volet « sécurité », les conditions des contrôles sont définies dans le Plan contractuel de sécurité.

Le CEA se réserve le droit de mandater un cabinet pour auditer les documents présentés en fonction de la nature de l'audit, et, si nécessaire, compléter ceux-ci de façon à atteindre la visibilité indispensable à la connaissance de l'objet audité.

### **23.2 Inspection**

En complément des dispositions du chapitre 6 et de l'article 21.3 de ses Conditions Générales d'Achat, le CEA se réserve le droit d'inspecter et, si nécessaire, de faire effectuer gratuitement par le Titulaire, tous essais et/ou mesures nécessaires sur tout ou partie des prestations dues par le Titulaire, à tout moment et de refuser tout ou partie des prestations en cours d'exécution qui ne seront pas conformes aux spécifications contractuelles.

Pour les besoins de l'inspection, le Titulaire permettra au CEA et/ou ses représentants d'avoir accès à toute partie des locaux où ses prestations sont en cours de réalisation, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, et mettra à disposition du CEA et/ou de ses représentants toute la documentation et les appareils et moyens d'essais nécessaires à l'inspection.

### **23.3 Droit d'accès**

Pour la réalisation de l'audit et de l'inspection, le Titulaire ou ses sous-traitants doivent permettre, avec un préavis permettant d'établir les autorisations nécessaires, sans toutefois pouvoir excéder quinze (15) jours calendaires, l'accès au CEA et/ou ses représentants à l'ensemble des lieux de réalisation des prestations, sous réserve du respect des règles de sécurité et d'accès en vigueur sur le site du Titulaire, afin de vérifier la bonne exécution de l'accord.

### **23.4 Obligations à transférer**

Le Titulaire doit inclure dans les marchés avec ses principaux fournisseurs et sous-traitants l'ensemble des dispositions du présent article.

## **ARTICLE 24 - TRAVAIL DISSIMULE**

Les dispositions relatives au travail dissimulé sont décrites au chapitre 8 « Exécution des prestations » - article 21.1 « Travail dissimulé – Pénalités » des CGA.

## **ARTICLE 25 - PENALITES**

Les dispositions relatives aux pénalités applicables et à leur plafonnement sont prévues dans les CGA.

### **25.1 Pénalités applicables pour Retards et mauvaise exécution**

Dans l'éventualité où le Titulaire ne réalise pas les Travaux, ou une des composantes des Travaux, dans les délais fixés aux articles 4, 5 et 6 ci-dessus, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard.

Par dérogation à l'Article 24 des CGA, le tableau ci-dessous définit les facteurs générateurs de pénalités:

| Libellé  | Unité d'application de la pénalité | Montant (en € HT) |
|--|------------------------------------|-------------------|
| <b><i>Pour Retard</i></b>  |                                    |                   |
| Retard dans la fourniture du dossier et/ou demande d'habilitation du sous-traitant déclaré et/ou de ses intervenants   | Par jour ouvré                     | 250               |
| Retard dans la remise des certifications (Certification amiante sous-section 4, CEFRI) (Titulaire et/ou sous-traitant) | Par jour ouvré                     | 100               |
| Retard dans la remise des rapports d'intervention  | Par jour ouvré                     | 100               |
| Retard dans la remise du tableau de bord mensuel, trimestriel ou du rapport d'activité annuel                          | Par jour ouvré                     | 150               |
| Non remise du bilan annuel   | Par occurrence                     | 800               |
| Retard dans la remise du chiffrage des Petits Travaux < 3 000 € HT   | Par jour ouvré                     | 50                |
| Retard dans la remise de l'offre financière et technique des Petits Travaux compris entre 3 000 € HT et 25 000 € HT    | Par jour ouvré                     | 50                |
| Non remise offre financière et technique des Petits Travaux compris entre 3 000 € HT et 25 000 € HT                    | Par occurrence                     | 500               |
| Retard de saisie en GMAO défini dans le CSTG (§ 7.5)   | Par jour ouvré                     | 100               |
| Retard dans la remise des livrables demandé avant chaque réunion   | Par jour ouvré                     | 100               |
| Absence ou retard supérieur à 1 heure à un rendez-vous de chantier auquel le Titulaire a été convoqué ou à une réunion | Par occurrence                     | 300               |
| Absence non justifiée à la réunion mensuelle, trimestrielle ou annuelle  | Par occurrence                     | 500               |
| Retard dans le nettoyage du chantier, du bâtiment et de l'accès durant le chantier et en fin de prestations            | Par jour ouvré                     | 150               |
| Retard dans l'évacuation des gravois et déchets hors chantier  | Par jour <u>calendaire</u>         | 150               |
| <b><i>Pour mauvaise exécution</i></b>  |                                    |                   |
| Intervention d'un sous-traitant non-déclaré  | Par occurrence                     | 500               |

| Libellé   | Unité d'application de la pénalité | Montant (en € HT) |
|---|------------------------------------|-------------------|
| Non-respect des procédures impactant la sécurité ou le fonctionnement de l'installation.  | Par occurrence                     | 1 500             |
| <b>Démarche environnementale</b>  |                                    |                   |
| Constatation d'un dépôt de matériel, matériaux, gravois, déchets en dehors des zones prescrites sur le site                             | Par jour <u>calendaire</u>         | 300               |
| Non-respect des prescriptions relatives à la protection de l'environnement  | Par occurrence                     | 500               |
| Mauvaise gestion des déchets (absence de tri sélectif, non-remise des bons de pesée, mauvaise gestion des déchets amiante ou plomb ...) | Par constat                        | 1 000             |
| <b>Spécifiques aux DI</b>   |                                    |                   |
| Non-respect des délais d'intervention pour les mises en sécurité (DI1 et DI2)   | Par Heure ouvrée                   | 200               |
| Non-respect des délais d'intervention pour les Petits Travaux (DI3 et DI4)  | Par jour calendaire                | 200               |

## 25.2 Non-respect des indicateurs qualité de suivi de l'accord

Les huit « Indicateurs qualité », définis dans le CSTP cité à l'Article 2 supra, sont suivis trimestriellement.

Si le récapitulatif trimestriel de chaque « Indicateur qualité » fait apparaître un écart par rapport aux délais indiqués, le CEA pourra appliquer au Titulaire une pénalité pour chaque indicateur sur le trimestre concerné selon les conditions définies dans le tableau ci-après :

| Indicateurs Qualité   | Indicateurs Qualité                                    | Montant de la pénalité par occurrence<br>En € HT |
|---|--|--|
| <b>IQ1</b> : respect des délais de fourniture des chiffrages des demandes de Petits Travaux   | Montant de la pénalité si IQ1 >10 jours ouvrés         | 1 000 € HT                                       |
| <b>IQ2</b> : respect des délais de réalisation des Petits Travaux compris entre 3 000 et 25 000 Euros Hors Taxes                    | Montant de la pénalité si IQ2 > 14 jours calendaires   | 5 000 € HT                                       |
| <b>IQ3</b> : respect des délais de réalisation des prestations hors Petits Travaux compris entre 3 000 et 25 000 Euros Hors Taxes   | Montant de la pénalité pour IQ3 > 14 jours calendaires | 3 000 € HT                                       |
| <b>IQ4</b> : respect des délais de renseignements dans la GMAO de la date de lancement des OT (mises en sécurité et petits travaux) | Montant de la pénalité pour IQ4 > 2 jours ouvrés       | 500 € HT   |
| <b>IQ5</b> : respect des délais de clôture dans la GMAO des mises en sécurité et petits Travaux                                     | Montant de la pénalité pour IQ5 > 5 jours ouvrés       | 500 € HT   |

| Indicateurs Qualité  | Indicateurs Qualité                                    | Montant de la pénalité par occurrence<br>En € HT |
|--|--|--|
| <b>IQ6</b> : respect des délais de remise des DOE pour les Petits Travaux compris entre 3 000 et 25 000 Euros Hors Taxes | Montant de la pénalité pour IQ6 > 14 jours calendaires | 3 000 € HT                                       |
| <b>IQ7</b> : respect des délais de remise du chiffrage pour les Petits Travaux < 3 000 Euros Hors Taxes sur BPU          | Montant de la pénalité pour IQ7 > 2 jours ouvrés       | 3 000 € HT                                       |
| <b>IQ8</b> : respect des dispositions sécurité   | Montant de la pénalité pour IQ8 > 3 écarts             | 3 000 € HT                                       |
| <b>IQ9</b> : respect des dispositions Environnement  | Montant de la pénalité pour IQ9 > 3 écarts             | 3 000 € HT                                       |

### 25.3 Non-respect des conditions tarifaires relatives aux prestations à la demande

Si constatation est faite par le CEA que les conditions tarifaires sur lesquelles s'est engagé le Titulaire au titre du présent accord ne sont pas appliqués (Annexe 1), le Titulaire est passible d'une pénalité de **1 000 Euros Hors Taxes**, par occurrence, sans préjudice d'une demande de remboursement émanant du CEA.

### 25.4 Non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité

Dans l'éventualité où le Titulaire ne respecte pas l'une des règles d'hygiène et de sécurité appliquées par le CEA pour la réalisation de Travaux sur son centre et précisées notamment à l'article 2 du présent accord, le CEA dispose de la possibilité d'appliquer, sans autre forme de procédure et notamment sans mise en demeure préalable, des pénalités.

Par dérogation à l'article 17.3 des CGA, le montant forfaitaire de la pénalité sera de **500 euros HT** par fait générateur constaté par les autorités du CEA responsables du respect des règles susvisées.

Sont d'ores et déjà considérés comme des faits générateurs :

- non-respect des dispositions de l'article 6.9 du présent accord,
- absence du Titulaire ou de l'un de ses sous-traitants à l'élaboration du plan de prévention,
- non-respect des règles de ce plan,
- absence de port d'un équipement de protection individuelle.

### 25.5 Mesure pour mauvaise exécution

Si les Travaux ne correspondent pas aux attentes du CEA, le Titulaire les reprendra à ses frais. Le CEA fixera un nouveau délai de réalisation ou à défaut pourra demander à l'un de ses fournisseurs la réalisation des Travaux, aux frais et risques du Titulaire.

### 25.6 Application des pénalités

Les pénalités ci-avant seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autre formalité juridique et judiciaire. Les pénalités feront l'objet d'une facture émise par le CEA et envoyée au Titulaire.

### 25.7 Caractère des pénalités

L'application des pénalités n'interdit pas au CEA de prétendre à être indemnisé par le Titulaire dans l'éventualité d'un préjudice.

**ARTICLE 26 - RESILIATION**

Les dispositions relatives à la résiliation sont décrites au chapitre 13 « Résiliation » des CGA.

Fait à Bruyères-le-Châtel, en double exemplaire.

Pour le Titulaire,  
Le

Pour le CEA,  
Le



**ANNEXE 1 - CONDITIONS TARIFAIRES**

*Les conditions tarifaires seront renseignées à la notification de l'accord sur la base de l'offre retenue*



## **ANNEXE 2 - CONDITIONS D'ACCES A LA ZONE ENTREPRISE**

Dans le cadre de l'exécution du présent accord, le CEA permet au Titulaire d'accéder à la Zone Entreprise du centre CEA/DAM – Île de France (CEA/DIF) au sein de laquelle il dispose, à titre gratuit, précaire et révocable, d'un espace pour y établir, à ses seuls frais, des équipements à usage d'atelier, de bureau, stockage et vestiaire..

**CECI ETANT RAPPELE, IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

### **ARTICLE 1 - DEFINITIONS**

**Equipements Communs** : désigne les locaux et équipements mis à disposition des sociétés utilisatrices de la Zone Entreprises par le CEA, listés à l'article 4.3.9.

**Lieux** : désigne conjointement

- le/les **Emplacement(s)** : désigne le / les emplacement(s) mis à disposition du Titulaire et listés à l'article 4.

**Zone Entreprises (ZE)** : désigne la zone située au Sud-Est du CEA/DIF destinée à accueillir des équipements mobiles de sociétés titulaires de marchés CEA et réalisant à ce titre des prestations sur le Centre. Un plan de la Zone Entreprises est présenté à l'article 8 de la présente annexe.

### **ARTICLE 2 - OBJET**

La présente annexe a pour objet de déterminer les conditions selon lesquelles le CEA autorise le Titulaire à utiliser les Lieux, dans la ZE du CEA/DIF, exclusivement pour la réalisation des Travaux objet de l'accord, à titre de prêt à usage conformément aux dispositions des articles 1875 à 1878 et 1880 à 1891 du Code civil, à l'exclusion de toute autre activité, même temporaire, et notamment toute opération commerciale par le Titulaire

### **ARTICLE 3 - DUREE - RESILIATION**

#### **3.1 Durée**

La mise à disposition des Lieux prend effet:

- à compter de la date de prise d'effet de l'accord, pour la durée de ce dernier.

#### **3.2 Résiliation**

*3.2.1 La mise à disposition est résiliée de plein droit et sans formalité préalable au terme de l'accord, quelle qu'en soit la cause.*

*3.2.2 La mise à disposition peut être résiliée à tout moment à la demande de l'une des Parties, moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois, notifié par lettre recommandée avec avis de réception.*

*3.2.3 La mise à disposition peut être résiliée de plein droit par le CEA en cas d'inexécution totale ou partielle par le Titulaire de l'une quelconque des obligations mises à sa charge par le présent document.*

Cette résiliation deviendra effective sans aucune formalité judiciaire quinze (15) jours calendaires après l'envoi par le CEA d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception exposant les motifs de la plainte et contenant déclaration de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, à moins que, dans ce délai, le Titulaire n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure, telle que définie par la loi et la jurisprudence.

## **ARTICLE 4 - MISE A DISPOSITION**

### **4.1 Lieux mis à disposition**

Le / Les Emplacement(s) mis à disposition du Titulaire est / sont les suivants :

| Désignation                               | Superficie | Raccordements |
|---|------------|---------------|
| A définir lors de la réunion de démarrage |            |               |

Le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment l'Emplacement / les Emplacements indiqué(s) ci-dessus, par des équivalents en surface et qualité. Les Parties se rapprocheront alors pour convenir des modalités particulières du remplacement.

### **4.2 Conditions de la mise à disposition**

#### **4.2.1 Etat des lieux**

Le Titulaire prend les Lieux dans l'état où ils se trouvent le jour de l'entrée en jouissance, sans pouvoir exiger du CEA aucune réparation ou remise en l'état.

Un état des lieux est établi contradictoirement à l'entrée et à la sortie. Le Titulaire doit répondre des dégradations de son fait qui sont constatées en dehors de celle due à une utilisation normale.

Au terme de la mise à disposition pour quelque raison que ce soit, les Lieux sont remis dans leur état primitif par le Titulaire, à ses frais. La remise en état par le Titulaire ne donne lieu à aucun versement d'indemnité de la part du CEA.

#### **4.2.2 Exécution de l'accord**

Les Parties conviennent expressément que la mise à disposition est subordonnée à l'existence de l'accord.

La mise à disposition des Lieux et des Equipements Communs ne constituant pas une condition déterminante de l'exécution de l'accord, le Titulaire reconnaît expressément que l'existence ou la bonne exécution de l'accord n'est ni conditionnée ni subordonnée à l'existence ou la bonne exécution de la mise à disposition.

Le Titulaire ne pourra s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles, telles que prévues à l'accord, en raison du remplacement des Lieux ou des Equipements Communs, ou de la fin anticipée de leur mise à disposition par le CEA.

#### **4.2.3 Respect des prescriptions administratives et conventionnelles**

Le Titulaire, son personnel et ses visiteurs doivent se conformer aux lois, règlements et prescriptions en vigueur en ce qui concerne notamment la police, l'environnement, la salubrité, la sécurité, la réglementation du travail et plus généralement à toutes les prescriptions relatives à son activité, de façon à ce que le CEA ne puisse être ni recherché ni inquiété de ces chefs. Ils sont soumis à toutes les obligations qui résultent des règlements intérieurs, directives ou instructions applicables au site et à celles qui résultent des dispositions édictées pour chaque installation. Ils sont également soumis, dès son édicton, à toute nouvelle disposition ou modification des dispositions de ces normes.

Le Titulaire et le CEA conviennent, en ce qui concerne l'hygiène et la sécurité de leurs personnels respectif, d'appliquer entre eux, si elles ne s'appliquaient pas de plein droit, les dispositions des articles R 4511-1 et suivants du code du travail, du décret 92-158 du 20 février 1992.

Le Titulaire, son personnel et ses visiteurs ne peuvent jouir des Lieux ou Equipements Communs mis à disposition que dans la stricte limite de prescriptions internes édictées par le CEA concernant le site et/ou

spécifiquement à la ZE. A ce titre, Le Titulaire s'engage expressément à respecter les Règles Générales d'Implantation de structure en ZE (SYM SS00U RQE DS- 1800 0971). Toute violation constatée par le CEA de ces règles pourra entraîner la résiliation anticipée de la mise à disposition.

### 4.3 Conditions d'utilisation

#### 4.3.1 Usage

L'Emplacement / Les Emplacements sont mis à disposition du Titulaire aux fins d'installation des équipements mobiles lui appartenant suivants :

- X bungalow(s) / shelters à usage de [bureau, stockage, vestiaire, etc.];
- X conteneur(s) maritime(s) à usage de [bureau, stockage, vestiaire, etc.].

Les équipements mobiles du Titulaire et leur implantation en ZE doivent respecter strictement les prescriptions et modalités prévues par les Règles générales d'implantation de structure en ZE.

Les raccordements des équipements mobiles aux servitudes est à la charge du Titulaire, dans les conditions précisées dans les Règles Générales d'implantation en ZE.

#### 4.3.2 Entretien des Lieux

Le Titulaire entretient les Lieux ainsi que ses équipements mobiles qui y sont installés le cas échéant en bon état de réparation et de propreté pendant toute la durée de la mise à disposition. Toutes réparations, grosses ou menues, remplacements ou réfections qui seraient nécessaires au cours de la Convention sont à la charge exclusive du Titulaire.

Le Titulaire doit prévenir immédiatement le CEA des dégradations et détériorations qui sont faites dans les Lieux ainsi qu'à leurs servitude(s), en ce compris les voiries d'accès, les réseaux, les espaces verts avoisinants et qui nécessiterait l'intervention du CEA. Le Titulaire est responsable des négligences de sa part à ce sujet.

#### 4.3.3 Travaux

Le Titulaire ne peut entreprendre de travaux dans les Lieux sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Le Titulaire accepte qu'il soit fait dans la ZE, dans les Lieux ou les Equipements Communs tous travaux et notamment travaux d'entretien, réparation, amélioration, reconstruction, surélévation, agrandissement, que le CEA jugerait nécessaire, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, quelle que soit leur importance et leur durée.

Tous embellissements, améliorations et installations faits par le Titulaire sur les Lieux resteront la propriété du CEA à son terme. Le Titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité pour ce chef. Le CEA pourra néanmoins exiger le rétablissement des Lieux dans leur état primitif, aux frais de le Titulaire, qu'il ait ou non autorisé lesdits travaux.

#### 4.3.4 Accès

Le Titulaire ne peut prétendre accéder aux Lieux ou Equipements Communs en dehors des horaires d'ouverture du site CEA sauf autorisation préalable et écrite, et nécessairement exceptionnelle, du Directeur du CEA/DIF.

#### 4.3.5 Visites

Le Directeur du CEA/DIF, responsable de la sécurité sur le site, son mandataire ou son représentant a, à tout moment, le droit de visite pour le contrôle de l'état des lieux ou du respect des conditions de sécurité à l'intérieur des locaux.

#### 4.3.6 Hygiène et sécurité

Le Titulaire s'engage à ne pas faire obstacle aux compétences des instances représentatives du personnel compétentes du CEA/DIF.

Le personnel et les visiteurs du Titulaire doivent se conformer aux règlements relatifs à la sécurité, à la police et à l'hygiène sur le CEA/DIF.

Le Titulaire participe aux exercices de sécurité prévus par le CEA sur la ZE. Il s'associera sur demande à l'analyse de ces exercices et mettra en œuvre les mesures préconisées.

Le temps passé ne pourra donner lieu à des coûts supplémentaires pour le CEA.

#### 4.3.7 Sinistre

En cas de sinistre de toute nature, le Titulaire est tenue d'informer immédiatement le Chef d'installation concerné.

Par ailleurs, le Titulaire doit faire appel à la Formation locale de sécurité (FLS) en cas de sinistre de toute nature et notamment, d'accidents de la circulation, d'incendie, d'explosion ou d'inondations ayant lieu sur le site du CEA/DIF ainsi que pour des interventions de secourisme. Le Titulaire est également tenu d'informer le Service de Santé au Travail du CEA/DIF.

#### 4.3.8 Introduction d'équipements

Toute introduction d'équipements, par le Titulaire, sur le site du CEA/DIF doit être conforme au plan de prévention mis en place dans le cadre de l'accord.

Tout équipement installé par le Titulaire dans les Lieux doit être conforme à la réglementation en vigueur en matière de sécurité du travail. Une liste des équipements sera mise en place et tenue à jour par le Titulaire et consultable par le chef d'installation du CEA.

Le Titulaire s'engage à faire réaliser, à ses frais, les contrôles périodiques réglementaires sur les équipements. Les certificats de conformité et les rapports de visite initiale et périodique réglementaire concernant lesdits équipements doivent être consultables par le Chef d'installation de la ZE. A défaut, le CEA pourra se substituer de plein droit au Titulaire pour faire effectuer ces contrôles, aux frais du Titulaire.

En cas d'anomalies relevées lors des contrôles périodiques, le Titulaire s'engage soit à remédier sans délai aux déficiences constatées, soit à évacuer les appareils défectueux du CEA/DIF.

#### 4.3.9 Equipements Communs

Le CEA met à disposition de tous les utilisateurs de la ZE des Equipements Communs :

- un local de restauration équipé,
- des sanitaires,
- des vestiaires,
- des douches.

Les Equipements Communs sont et restent la propriété insaisissable du CEA. Ils ne peuvent être ni prêtés, ni loués, ni vendus, ni donnés en nantissement par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à utiliser les Equipements Communs en professionnel précautionneux en respectant, notamment, les règlements, prescriptions, circulaires ou instructions donnés par le CEA et la documentation sur l'emploi et l'entretien courants desdits équipements.

Le Titulaire s'engage à remettre, après chaque utilisation, les Equipements Communs en l'état tel que défini par le CEA. Il s'interdit d'effectuer ou de faire effectuer des modifications sur les Equipements Communs sans l'accord préalable et exprès du CEA.

Le Titulaire est responsable de tout dommage subi par les Equipements Communs ou causés aux tiers par les Equipements Communs de par son fait.

Le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment les Equipements Communs par des équivalents en surface et qualité.

#### **4.4 Jouissance**

Le Titulaire ne peut demander aucune immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés du chef des Lieux ou Equipements Communs mis à disposition.

Le Titulaire jouit raisonnablement des Lieux ou Equipements Communs, suivant la destination qui leur est données et dans le respect des règlements.

Le Titulaire doit se garder d'occasionner, dans les Lieux et aux Equipements Communs, aucun trouble qui soit de nature à porter préjudice au CEA ou à tout tiers.

Le Titulaire ne peut exercer aucun recours en garantie contre le CEA au cas où il serait troublé dans sa jouissance ou dans son activité par le fait de tiers pour n'importe quelle cause.

### **ARTICLE 5 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

Le CEA met à la disposition du Titulaire les Lieux et Equipements Communs susmentionnés à titre gracieux.

Toute consommation anormale d'électricité sera supportée par le Titulaire.

En contrepartie de la gratuité de la mise à disposition, il est prévu entre les Parties que :

- le Titulaire acquitte exactement tous les impôts, contributions et taxes lui incombant et/ou dont le CEA pourrait être responsable à titre quelconque. Le Titulaire devra en justifier à toute réquisition ;
- le Titulaire fait son affaire de tout achat de matériel de bureau, télécommunications et informatiques nécessaire à son fonctionnement, et notamment à assurer, à ses frais, la totalité des biens qu'il a installés dans les Lieux.

### **ARTICLE 6 - RESPONSABILITES - ASSURANCES**

#### **6.1 Responsabilité civile du Titulaire**

##### *6.1.1 Responsabilité civile – Convention de Paris*

Dans les conditions et limites prévues par les dispositions du code de l'environnement applicables à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, ou de tout texte ultérieur qui les modifierait ou leur serait substitué, fixant les mesures d'application en France de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, le CEA, en qualité d'exploitant d'une installation nucléaire, est responsable de tout dommage aux personnes et aux biens causé par un accident nucléaire trouvant son origine dans cette installation ou survenant au cours d'un transport de substances nucléaires sous sa responsabilité.

Toutefois, cette responsabilité ne s'étend pas aux dommages subis par les biens de le Titulaire qui se trouvent sur le site des installations nucléaires du CEA et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec l'une quelconque des installations relevant du régime de la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En outre, le CEA dispose d'un recours à l'encontre de le Titulaire pour les accidents nucléaires survenus lors de l'exécution de la présente convention, si la cause de l'accident réside dans une faute intentionnelle commise par le Titulaire, notamment par violation des règles de sécurité - sûreté nucléaire -

radioprotection. Le recours est limité, par événement, à 20% du montant hors taxes de l'accord, sans pouvoir dépasser la somme de 250 000 €.

### 6.1.2 Responsabilité civile non nucléaire

Le Titulaire est responsable, dans les conditions du droit commun et de l'accord, des dommages de toute nature dont lui-même, ses préposés, le CEA, les salariés du CEA, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution de la Convention.

Le Titulaire renonce à tout recours contre le CEA et ses éventuels assureurs du fait des dommages de toute nature et notamment des dommages immatériels, préjudices financiers ou pertes d'exploitation qu'il pourrait subir. Il s'engage à demander l'insertion, dans ses polices d'assurances, d'une clause de non recours contre le CEA et ses assureurs.

Le Titulaire doit imposer les mêmes obligations aux éventuels contractants qui viendraient travailler dans les Lieux.

## 6.2 Assurances du CEA

Le Titulaire est informé de la souscription, par le CEA, d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais de décontamination.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte que le CEA dispose d'un recours à l'encontre de Titulaire, si il est responsable conformément au droit commun, en cas de sinistre qui ne serait pas pris en charge par les assureurs ainsi que pour les montants pouvant dépasser ceux pris en charge par la police d'assurance du CEA et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève à la date de signature de l'accord à 500 000 € pour les dommages de nature conventionnelle et à 5 000 000 € pour les dommages de nature nucléaire.

Les conditions générales ainsi que les conditions particulières et spéciales de la police d'assurance de dommages souscrite par le CEA sont susceptibles d'être modifiées, sans préavis et sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

## 6.3 Assurances du Titulaire

Le Titulaire doit souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires afin de couvrir pour un montant suffisant, compte tenu des possibilités du marché de l'assurance, les risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Le Titulaire doit produire les attestations de :

- responsabilité civile générale et professionnelle couvrant les conséquences pécuniaires de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non survenant pendant l'occupation des locaux,
- dommage couvrant les biens et aménagements éventuels dont il est propriétaire, locataire, détentrice ou usager à quelque titre que ce soit notamment contre les risques d'incendie, explosion et dégât des eaux, ainsi que la responsabilité du fait de l'occupation des locaux, le recours des voisins et des tiers.

Les attestations doivent émaner de ses compagnies d'assurance, être datées de moins de six mois, indiquant les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, et justifiant qu'il est à jour du paiement de ses primes.

## **ARTICLE 7 - DISPOSITIONS FINALES**

### **7.1 Cession – Sous-location**

Le Titulaire ne pourra en aucun cas céder ou transférer ses droits et obligations prévus par la présente annexe à un tiers quelconque, ne fut-ce pour une brève durée et sous quelque forme que ce soit.

En particulier, il est interdit au Titulaire de concéder la jouissance des locaux, matériels ou équipements mis à sa disposition au titre de la présente annexe et de ses suites, même temporairement, à titre précaire ou gratuit et notamment par sous-location, domiciliation, prêt ou location.

### **7.2 Confidentialité**

Les dispositions du chapitre 4 des CGA sont applicables.

### **7.3 Renonciation**

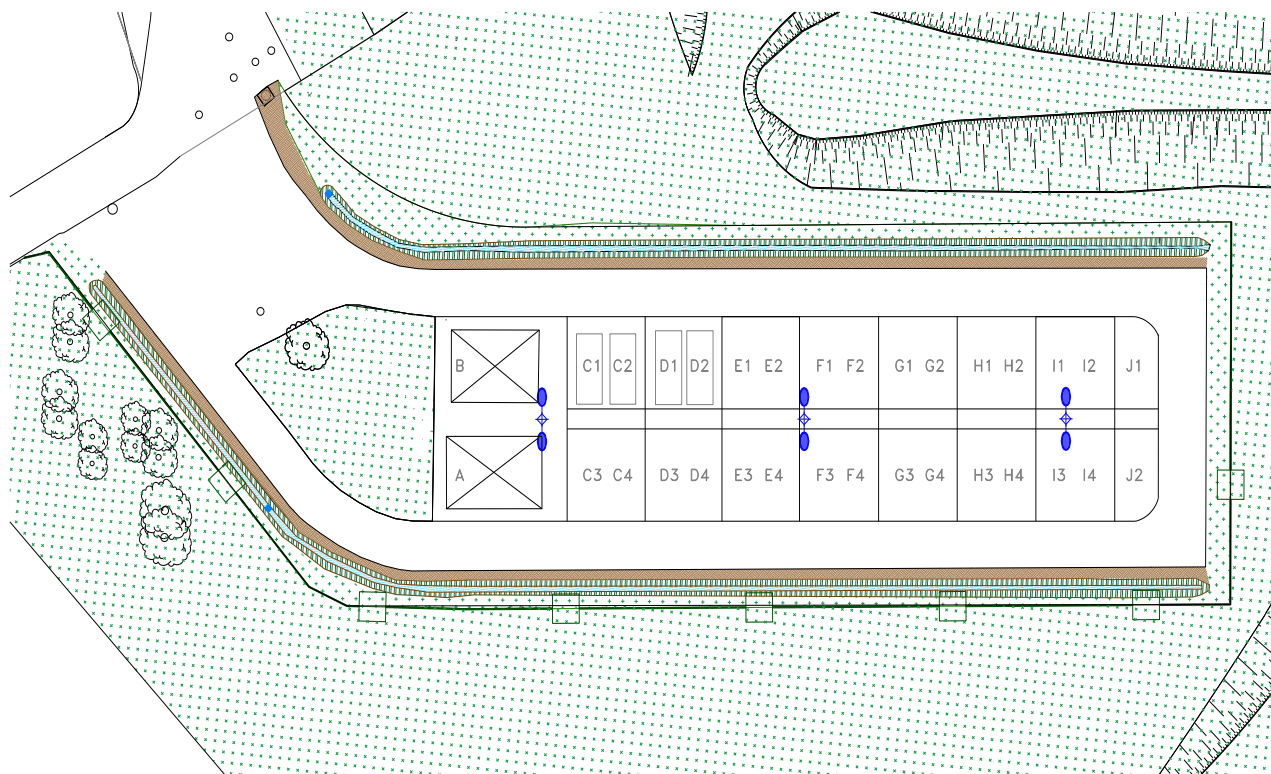
La renonciation par l'une des Parties à l'exécution de l'une quelconque des dispositions de la présente annexe n'emporte et n'implique en aucune façon renonciation à l'exécution des autres obligations.

En aucun cas le fait que l'une des Parties s'abstienne de réclamer l'exécution d'une obligation à laquelle ladite Partie peut prétendre ne pourra être interprété comme une renonciation de sa part à l'exécution de ladite obligation, et ce indépendamment de la durée de son abstention.

### **7.4 Invalidité d'une clause**

Si une ou plusieurs stipulations de la présente annexe étaient tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties procéderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature de l'accord.



**ARTICLE 8 - PLAN DE LA ZE**

A : local Restauration

B : locaux Vestiaires/Sanitaires/Douches

C1 à J2 : Emplacements mis à disposition aux fins d'installation d'équipements mobiles

### **ANNEXE 3 - CONVENTION D'HEBERGEMENT**

#### **ARTICLE 1 - OBJET**

La présente annexe valant convention d'hébergement a pour objet de déterminer les conditions selon lesquelles le CEA :

- met à disposition du Titulaire des locaux sur le site de Bruyères-le-Châtel,
- permet au personnel du Titulaire concerné par le présent accord, d'utiliser certains de ses services généraux.

De convention expresse entre les Parties, la présente convention est soumise aux seules dispositions des articles 1875 à 1878 et 1880 à 1891 du Code civil.

Le Titulaire ne saurait en aucun cas revendiquer le bénéfice des articles L-145-1 et suivants du code de commerce, auquel il déclare expressément renoncer.

#### **ARTICLE 2 - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX**

##### **2.1 Désignation**

Les locaux mis à disposition du Titulaire, sont indiqués à l'article 6 de la présente annexe.

Ces locaux sont alimentés en fluides divers et équipés d'un accès au réseau CEA ouvert ainsi qu'aux lignes téléphoniques nationales et internationales raccordées au réseau de l'opérateur téléphonique du CEA/DIF.

##### **2.2 Conditions de la mise à disposition des locaux**

En fonction de ses possibilités, le CEA se réserve la possibilité de remplacer à tout moment les locaux indiqués ci-dessus, par de nouveaux locaux adaptés aux besoins.

Dans ce cas, un courrier définira les nouveaux locaux affectés au Titulaire.

La mise à disposition de locaux ne constituant pas une condition déterminante de l'exécution de l'accord, le Titulaire ne pourra s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles, telles que prévues à l'accord, en raison du remplacement des locaux ou de la fin anticipée de leur mise à disposition par le CEA.

##### **2.3 Conditions d'utilisation des locaux**

Les locaux mis à disposition du Titulaire sont à usage de bureaux pour certains et à usage de laboratoires non dédiés pour d'autres. Le Titulaire s'engage à ne pas exercer dans les locaux mis à sa disposition, d'activité qui serait incompatible avec leur destination.

Le Titulaire ne peut ni modifier la disposition des lieux, ni abattre de cloison, ni percer les murs, ni entreprendre de manière générale de travaux quelconques sur les locaux mis à sa disposition sans l'accord préalable et écrit du CEA.

Les demandes du Titulaire sur ce thème seront adressées au Chef d'installation du CEA responsable des locaux avec copie au responsable CEA de la bonne exécution de la présente convention. Le Chef d'installation fera part au Titulaire de la décision du CEA.

Le Titulaire devra, après accord du Chef d'installation responsable des locaux concernés et de l'Ingénieur de sécurité du bâtiment, présenter au Service technique et logistique (STL) du CEA/DIF, le Cahier des Charges qui sera soumis aux entrepreneurs et accepté par eux afin que le CEA se détermine en pleine connaissance de cause sur les travaux.

A l'expiration de l'occupation, le Titulaire devra restituer les lieux en bon état. Il devra répondre des dégradations qui seront de son fait en dehors de celles habituellement constatées et dues à une usure normale des locaux. Un état des lieux sera établi contradictoirement à l'entrée et à la sortie.

Le Directeur du CEA/DIF, responsable de la sécurité sur le site, a le droit de contrôle des conditions de sécurité à l'intérieur des locaux mis à disposition du Titulaire.

Le Titulaire s'engage en outre à ne pas faire obstacle aux compétences du Comité d'Hygiène et de Sécurité du Travail (CHSCT) du CEA/DIF.

En cas de sinistre de toute nature, le Titulaire est tenu d'informer immédiatement le Chef d'installation des locaux.

Le personnel et les visiteurs du Titulaire doivent se conformer aux règlements relatifs à la sécurité, à la police et à l'hygiène sur le CEA/DIF.

Toute introduction d'équipements, par le Titulaire, sur le site du CEA/DIF ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et écrit du Chef d'installation des locaux.

Les équipements installés par le Titulaire dans les locaux mis à sa disposition doivent être conformes à la réglementation en vigueur en matière de sécurité du travail.

Les certificats de conformité concernant lesdits équipements doivent être communiqués au Chef d'installation des locaux avant leur mise en service ainsi qu'après chaque contrôle périodique réglementaire que le Titulaire s'engage à faire réaliser à ses frais, par un organisme agréé.

En cas d'anomalies relevées lors des contrôles périodiques, le Titulaire s'engage soit à remédier sans délai aux déficiences constatées, soit à retirer les appareils défectueux du CEA/DIF.

## **ARTICLE 3 - PRESTATIONS ASSUREES PAR LE CEA**

### **3.1 Définition**

#### *3.1.1 Transport du personnel*

Le personnel du Titulaire est autorisé à utiliser les transports en commun organisés par le CEA/DIF pour son propre personnel, dans la limite des places disponibles et sans que cela occasionne des modifications de lignes et/ou des points d'arrêt.

#### *3.1.2 Restauration*

Le personnel du Titulaire est ponctuellement autorisé, sur avis de rendez-vous, à accéder aux restaurants du CEA/DIF.

#### *3.1.3 Surveillance FLS - Interventions*

Le Titulaire doit faire appel à la Formation locale de sécurité (FLS) en cas de sinistre de toute nature et notamment, d'accidents de la circulation, d'incendie, d'explosion ou d'inondations ayant lieu sur le site du CEA/DIF ainsi que pour des interventions de secourisme.

La FLS se charge en outre :

- de la surveillance et du gardiennage sur l'ensemble des locaux occupés par Titulaire,
- des surveillances incendie/inondations pour les alarmes raccordées au PC,
- des interventions incendie/inondations sur déclenchement d'alarme,
- des surveillances des lignes d'appel (LD 18, coups de poing, etc.).

### **3.2 Conditions d'exécution**

Le CEA s'engage à exécuter les prestations, objet de la présente convention, avec le soin dont il a coutume de faire preuve pour ses propres affaires.

L'obligation du CEA se limite à mettre à la disposition du Titulaire les prestations définies à l'article 3.1 ci-dessus, tels qu'elles fonctionnent pour ses propres besoins. Son inexécution partielle ou totale ne saurait constituer pour le Titulaire une cause pour s'affranchir de la bonne exécution de ses obligations contractuelles telles que prévues à l'accord.

Le Titulaire s'engage à n'élever aucune réclamation dans le cas où les capacités des unités prestataires visées à l'article 3.1 ci-dessus ne seraient pas en mesure de satisfaire sa demande, ni pour les dommages qui pourraient résulter d'une intervention des services de sécurité du site en cas d'incident.

## **ARTICLE 4 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

Au titre du présent accord, le CEA met à la disposition du Titulaire, les locaux définis à l'article 2 de la présente convention à titre gracieux, comprenant la fourniture d'électricité, d'eau, le chauffage, le nettoyage et le gardiennage.

En cas d'utilisation des restaurants d'entreprise du CEA/DIF, par le personnel du Titulaire, celui-ci règle ses repas directement au restaurateur, au tarif "entreprise extérieure" catégorie E.

Les communications téléphoniques internes au CEA/DIF sont à la charge du CEA/DIF.

Les communications extérieures pourront lui être refacturées au prix unitaire de l'impulsion téléphonique facturée au CEA/DIF par l'opérateur téléphonique du CEA/DIF. Les factures seront établies en Euro.

Les relevés des communications sont tenus à la disposition du Titulaire et peuvent lui être transmis sur simple demande auprès du STL pendant une période de deux mois suivant leurs dates d'émission.

## **ARTICLE 5 - RESPONSABILITE - ASSURANCES**

### **5.1 Responsabilité civile du Titulaire**

#### **5.1.1 Responsabilité civile – Convention de Paris**

Dans les conditions et limites prévues par les dispositions du code de l'environnement applicables à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, ou de tout texte ultérieur qui les modifierait ou leur serait substitué, fixant les mesures d'application en France de la Convention de Paris sur la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire, le CEA, en qualité d'exploitant d'une installation nucléaire, est responsable de tout dommage aux personnes et aux biens causé par un accident nucléaire trouvant son origine dans cette installation ou survenant au cours d'un transport de substances nucléaires sous sa responsabilité.

Toutefois, cette responsabilité ne s'étend pas aux dommages subis par les biens du Titulaire qui se trouvent sur le site des installations nucléaires du CEA et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec l'une quelconque des installations relevant du régime de la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire.

En outre, le CEA dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire pour les accidents nucléaires survenus lors de l'exécution de la présente convention, si la cause de l'accident réside dans une faute intentionnelle commise par la Société, notamment par violation des règles de sécurité - sûreté nucléaire - radioprotection. Le recours est limité, par événement, à 20% du montant hors taxes de l'accord, sans pouvoir dépasser la somme de 250 000 €.

#### **5.1.2 Responsabilité civile non nucléaire**

Le Titulaire est responsable, dans les conditions du droit commun et de la Convention, des dommages de toute nature dont lui-même, ses préposés, le CEA, les salariés du CEA, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution de la Convention.

Le Titulaire renonce à tout recours contre le CEA et ses éventuels assureurs du fait des dommages de toute nature et notamment des dommages immatériels, préjudices financiers ou pertes d'exploitation qu'il pourrait subir. Il s'engage à demander l'insertion, dans ses polices d'assurances, d'une clause de non recours contre le CEA et ses assureurs.

Le Titulaire doit imposer les mêmes obligations aux éventuels contractants qui viendraient travailler dans les Lieux.

## **5.2 Assurances du CEA**

Le Titulaire est informé de la souscription, par le CEA, d'une police d'assurance garantissant, aux clauses et conditions de ladite police, les biens immobiliers et mobiliers du CEA contre les risques incendie, foudre, explosions, dommages électriques, effondrement, événements naturels, catastrophes naturelles, dégâts des eaux, grèves, émeutes, mouvements populaires, actes de terrorisme, sabotage, fuite de liquide, fumées, fuite de gaz, gel, choc d'un véhicule, appareils de navigation aérienne, mur du son, accident de criticité, contamination radioactive, irradiation et frais de décontamination.

Le Titulaire est informé de ce qu'aux termes de ladite police les assureurs du CEA renoncent à tout recours contre lui du chef des préjudices indemnisés de manière effective au titre de la police d'assurance garantissant les risques mentionnés ci-dessus.

Il en résulte que le CEA dispose d'un recours à l'encontre du Titulaire, si il est responsable conformément au droit commun, en cas de sinistre qui ne serait pas pris en charge par les assureurs ainsi que pour les montants pouvant dépasser ceux pris en charge par la police d'assurance du CEA et généralement dans tous les cas à hauteur de la franchise dont il est précisé qu'elle s'élève à la date de signature de la Convention à 500 000 € pour les dommages de nature conventionnelle et à 5 000 000 € pour les dommages de nature nucléaire.

Les conditions générales ainsi que les conditions particulières et spéciales de la police d'assurance de dommages souscrite par le CEA sont susceptibles d'être modifiées, sans préavis et sans que le Titulaire puisse se prévaloir ni se plaindre de cette modification. Il lui appartient de ce chef de s'informer périodiquement d'éventuelles modifications.

## **5.3 Assurances du Titulaire**

Le Titulaire doit souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurances nécessaires afin de couvrir pour un montant suffisant, compte tenu des possibilités du marché de l'assurance, les risques et responsabilités lui incombant, tant en vertu du droit commun que de ses engagements contractuels.

Le Titulaire doit produire les attestations de :

- responsabilité civile générale et professionnelle couvrant les conséquences pécuniaires de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non survenant pendant l'occupation des locaux,
- dommage couvrant les biens et aménagements éventuels dont il est propriétaire, locataire, détentrice ou usager à quelque titre que ce soit notamment contre les risques d'incendie, explosion et dégât des eaux, ainsi que la responsabilité du fait de l'occupation des locaux, le recours des voisins et des tiers.

Les attestations doivent émaner de ses compagnies d'assurance, être datées de moins de six mois, indiquant les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, et justifiant qu'il est à jour du paiement de ses primes.

**ARTICLE 6 - MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE**

Liste des locaux et lignes téléphoniques mis à disposition de la société **XXX** :

| Bâtiment                                  | Pièces | Type de locaux | Téléphones |
|---|--------|----------------|------------|
| A définir lors de la réunion de lancement |        |                |            |

**ARTICLE 7 - DUREE - RESILIATION**

Cette convention court à compter de la date de prise d'effet du présent accord, pour la durée de ce dernier.  
Elle sera résiliée de fait, en cas de résiliation dudit accord.

**ANNEXE 4 - FICHE DE MODIFICATION DE TRAVAUX**N° de Fiche : ..... Indice : .....Fiche créée le : .....Demandeur de la modification : .....N° accord + n° commande particulière : ..... Fournisseur : .....Objet : .....

NATURE DE LA MODIFICATION DEMANDEE : .....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

COUT DE LA MODIFICATION <sup>2</sup> :

.....

.....

.....

.....

TOTAL : .....

INFLUENCE SUR LE PLANNING :

.....

.....

.....

.....

TOTAL : .....

APPROBATION DE LA FICHE DE MODIFICATION (Cette fiche n'est validée que si elle est signée des trois parties)

CEAMAITRE D'OEUVREFOURNISSEUR

NOM :

DATE :

SIGNATURE :

<sup>2</sup> Joindre la décomposition détaillée des coûts selon les éléments de prix figurant dans l'offre initiale du fournisseur et tous les justificatifs.

**ANNEXE 5 - MODELE DE PROCES-VERBAL DE RECEPTION**

| Le CEA |
|--------|
|        |

| Le Titulaire |
|--------------|
|              |

Marché/Accord-cadre/Commande n° .....

Lot/phase/période : .....

**Rejet (réception refusée) :**

le    /    /

**MOTIFS :**

**Ajournement (délais accordés pour intervenir) :**

le    /    /

**MOTIFS :**

**Réception validée :**

le    /    /

En conséquence, la vérification est déclarée positive, la réception est notifiée le : .....

| Pour le CEA   |
|---|
| <p style="text-align: center;"><b><u>Visa(s)</u></b></p> <p>Date :</p> <p>Nom du responsable technique :</p> <p>Visa :</p><br><p style="text-align: center;"><b><u>Signature et cachet du CEA</u></b></p> <p>Date :</p> <p>Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :</p> <p>Signature :</p> |

| Pour le Titulaire   |
|---|
| <p style="text-align: center;"><b><u>Visa(s)</u></b></p> <p>Date :</p> <p>Nom du responsable technique :</p> <p>Visa :</p><br><p style="text-align: center;"><b><u>Signature et cachet du Titulaire</u></b></p> <p>Date :</p> <p>Nom de la personne habilitée à engager l'entreprise :</p> <p>Signature :</p> |



**ANNEXE 6 – MODELE DE CHIFFRAGE DETAILLE DES PETITS TRAVAUX < 3 000 € HT SUR BPU**

Page 1 :

| Chiffrage Petits travaux "inférieur à 3000€ HT sur BPU" |                           |
|---|---------------------------|
| Mois  |                           |
| Date de l'envoi initial                                 |                           |
| Date de modification                                    |                           |
| Marché à bons de commande n°                            |                           |
| Titulaire   |                           |
| Objet   |                           |
| Interlocuteur CEA                                       |                           |
| Interlocuteur Titulaire                                 |                           |
| Récapitulatif du chiffrage                              |                           |
| Soumissionnaire   | 0,00 €                    |
| Cotraitant/Sous-traitant                                | 0,00 €                    |
| Cotraitant/Sous-traitant                                | 0,00 €                    |
| Cotraitant/Sous-traitant                                | 0,00 €                    |
| <b>Montant total HT</b>                                 | <b>0,00 €</b>             |
| TVA 20%   | 0,00 €                    |
| Montant total TTC                                       | 0,00 €                    |
| Récapitulatif par DI                                    |                           |
| DI3   |                           |
| Nombre total de DI3                                     | 0                         |
| Montant total des DI3                                   | 0,00 €                    |
| DI4   |                           |
| Nombre total de DI4                                     | 0                         |
| Montant total des DI4                                   | 0,00 €                    |
| Date et signature du PCM :                              | Date et signature du CI : |
|   |                           |
|   |                           |
|   |                           |
|   |                           |
|   |                           |

**Page 2 :**

| Détail DI par entreprises et montant total associé |  |        |  |                               |  |        |  |                               |  |        |  |                               |  |        |  |
|--|--|--------|--|-------------------------------|--|--------|--|-------------------------------|--|--------|--|-------------------------------|--|--------|--|
| Soumissionnaire                                    |  |        |  | Co-traitant / Sous-traitant 1 |  |        |  | Co-traitant / Sous-traitant 2 |  |        |  | Co-traitant / Sous-traitant 3 |  |        |  |
| DI3  |  |        |  | DI3                           |  |        |  | DI3                           |  |        |  | DI3                           |  |        |  |
| Nombre total de DI3                                |  | 0      |  | Nombre total de DI3           |  | 0      |  | Nombre total de DI3           |  | 0      |  | Nombre total de DI3           |  | 0      |  |
| Montant total des DI3                              |  | 0,00 € |  | Montant total des DI3         |  | 0,00 € |  | Montant total des DI3         |  | 0,00 € |  | Montant total des DI3         |  | 0,00 € |  |
| DI4  |  |        |  | DI4                           |  |        |  | DI4                           |  |        |  | DI4                           |  |        |  |
| Nombre total de DI4                                |  | 0      |  | Nombre total de DI4           |  | 0      |  | Nombre total de DI4           |  | 0      |  | Nombre total de DI4           |  | 0      |  |
| Montant total des DI4                              |  | 0,00 € |  | Montant total des DI4         |  | 0,00 € |  | Montant total des DI4         |  | 0,00 € |  | Montant total des DI4         |  | 0,00 € |  |
|  |  |        |  |                               |  |        |  |                               |  |        |  |                               |  |        |  |

Page 3 :

| Chiffrage Petits travaux "inférieur à 3000 €HT sur BPU"   |   |                             |               |       |          |                          |
|---|---|-----------------------------|---------------|-------|----------|--------------------------|
| Mois "N"  |   |                             |               |       |          |                          |
| Délai d'intervention                                      | Designation   | Chiffrage sur BPU (en € HT) |               |       |          |                          |
|   |   | Référence BPU               | Prix unitaire | Unité | Quantité | Montant total BPU en €HT |
| <b>Société "Soumissionnaire"</b>                          |   |                             |               |       |          |                          |
| à remplir   | N° du PT : xxxxx  | Descriptif PT : xxxx        |               |       |          |                          |
|   | Exemple : Pose d'éléments inférieurs à 1m² (Eléments accrochés au mur)* |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   | Exemple : Rédaction d'un Mode Opératoire                                |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   | Sous-total PT   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
| à remplir   | N° du PT : xxxxx  | Descriptif PT : xxxx        |               |       |          |                          |
|   |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   | Sous-total PT   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
| Sous-total de la société "soumissionnaire"                |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
| <b>Société "Co-traitante ou sous-traitante"</b>           |   |                             |               |       |          |                          |
| à remplir   | N° du PT : xxxxx  | Descriptif PT : xxxx        |               |       |          |                          |
|   |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   | Sous-total PT   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
| à remplir   | N° du PT : xxxxx  | Descriptif PT : xxxx        |               |       |          |                          |
|   |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   | Sous-total PT   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
| Sous-total de la société "co-traitante ou sous-traitante" |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
| <b>Société "Co-traitante ou sous-traitante"</b>           |   |                             |               |       |          |                          |
| à remplir   | N° du PT : xxxxx  | Descriptif PT : xxxx        |               |       |          |                          |
|   |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   | Sous-total PT   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
| à remplir   | N° du PT : xxxxx  | Descriptif PT : xxxx        |               |       |          |                          |
|   |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   | Sous-total PT   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
| Sous-total de la société "co-traitante ou sous-traitante" |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
| <b>Société "Co-traitante ou sous-traitante"</b>           |   |                             |               |       |          |                          |
| à remplir   | N° du PT : xxxxx  | Descriptif PT : xxxx        |               |       |          |                          |
|   |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   | Sous-total PT   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
| à remplir   | N° du PT : xxxxx  | Descriptif PT : xxxx        |               |       |          |                          |
|   |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
|   | Sous-total PT   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
| Sous-total de la société "co-traitante ou sous-traitante" |   |                             |               |       |          | 0,00 €                   |
| Montant total en € HT                                     |   |                             |               |       | 0,00 €   |                          |
| TVA 20%   |   |                             |               |       | 0,00 €   |                          |
| Total TTC   |   |                             |               |       | 0,00 €   |                          |

## ANNEXE 7 – MODELE DE REMISE DES OFFRES DES PETITS TRAVAUX COMPRIS ENTRE 3 000 ET 25 000 € HT

|       |                                    |                       |                           |                            |       |
|-------|------------------------------------|-----------------------|---------------------------|----------------------------|-------|
| XXXXX | Visite effectuée :                 | <i>choix multiple</i> | Nom du chargé d'affaire : | XXXXX                      |       |
| XXXXX | Date de la visite :                | XXXXX                 |                           | E-mail :                   | XXXXX |
| XXXXX | Nom de la chargée de travaux CEA : |                       |                           | Numéro de téléphone :      | XXXXX |
| XXXXX | XXXXX                              |                       |                           | Localisation des travaux : | XXXXX |

| Designation  | Chiffrage sur BPU (en € HT) |               |       |          |                                | Chiffrage sur BATIPRIX (en € HT) |               |       |          |   |                                     | Chiffrage sur devis (en € HT) |               |                    |  |       |          |                |                                      | Sous-Totaux<br>(en € HT) |
|--|-----------------------------|---------------|-------|----------|--------------------------------|----------------------------------|---------------|-------|----------|---|-------------------------------------|-------------------------------|---------------|--------------------|--|-------|----------|----------------|--------------------------------------|--------------------------|
|  | Référence BPU               | Prix unitaire | Unité | Quantité | Montant total<br>BPU<br>en €HT | Référence BPU                    | Prix unitaire | Unité | Quantité | Taux de remise<br>BATIPRIX<br>applicable en % | Montant total<br>BATIPRIX<br>en €HT | Main d'œuvre                  |               |                    | Fournitures                              |       |          |                | Montant total<br>SUR DEVIS<br>en €HT |                          |
|  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     | Profil                        | Taux-horaires | Nombre<br>d'heures | Montant total<br>TAUX HORAIRES<br>en €HT | Unité | Quantité | Prix Unitaires |                                      |                          |
| POSTE N : xxxxx  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Descriptif : xxxx  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Descriptif : xxxx  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Sous-total du POSTE N  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| POSTE N : xxxxx  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Descriptif : xxxx  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Descriptif : xxxx  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Sous-total du POSTE N  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| POSTE N : xxxxx  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Descriptif : xxxx  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Descriptif : xxxx  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Sous-total du POSTE N  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| POSTE N : xxxxx  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Descriptif : xxxx  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Descriptif : xxxx  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Sous-total du POSTE N  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| GENERALITES TRAVAUX ET COORDINATION  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Préparation, suivi et coordination du chantier, réunions de préparation et/ou d'étude, fourniture des études et documents d'exécution et participation aux réunions de chantier y compris mise en signature BI pendant toutes les durées des travaux         |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Rédaction du Mode Opératoire   |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Réunion d'Inspection Commune (RIC) pour rédaction du Plan de Prévention  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |
| Installation et repli de chantier (signalisation, balisage de la zone travaux, amenée des matériaux, moyens de manutention et moyens d'accès pour travaux en hauteur (de type échafaudage roulant), nettoyage quotidien du chantier, évacuation des déchets) |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |   |                                     |                               |               |                    |  |       |          |                |                                      |                          |

| Designation  | Chiffrage sur BPU (en € HT) |               |       |          |                                | Chiffrage sur BATIPRIX (en € HT) |               |       |          |  |                                      | Chiffrage sur devis (en € HT) |               |                    |  |       |          |                |   | Sous-Totaux<br>(en € HT) |  |
|--|-----------------------------|---------------|-------|----------|--------------------------------|----------------------------------|---------------|-------|----------|--|--------------------------------------|-------------------------------|---------------|--------------------|--|-------|----------|----------------|---|--------------------------|--|
|  | Référence BPU               | Prix unitaire | Unité | Quantité | Montant total<br>BPU<br>en €HT | Référence BPU                    | Prix unitaire | Unité | Quantité | Taux de remise<br>BATIPRIX<br>appli cable en % | Monta nt total<br>BATIPRIX<br>en €HT | Main d'œuvre                  |               |                    | Fournitures                              |       |          |                | Montant total<br>SUR DEVIS<br>en €HT    |                          |  |
|  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |  |                                      | Profil                        | Taux-horaires | Nombre<br>d'heures | Montant total<br>TAUX HORAIRES<br>en €HT | Unité | Quantité | Prix Unitaires | Montant total<br>fournitures en €<br>HT |                          |  |
| Dépose, repose et/ou réglage en début, pendant et fin de chantier de l'ensemble des éléments et mobiliers présents dans la zone chantier : déco, tableaux blancs/syndicaux, patères, casiers, distributeurs essuie-mains, radiateurs, bloc secours, patères, tablette sous fenêtre (hors fourniture) etc... (liste non exhaustives). Compris tests de bon fonctionnement, si nécessaire, compris le matériel nécessaire à la réalisation (PIRL, échafaudage).  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |  |                                      |                               |               |                    |  |       |          |                |   |                          |  |
| Nota : Etat des lieux pendant la visite. Lors de la réalisation des Travaux, le Titulaire ne pourra en aucun cas justifier des travaux supplémentaires dus à la méconnaissance des lieux ou de l'état et des caractéristiques de ceux-ci.  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |  |                                      |                               |               |                    |  |       |          |                |   |                          |  |
| Participation aux OPR, levée des réserves et réception   |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |  |                                      |                               |               |                    |  |       |          |                |   |                          |  |
| Constitution du DOE comprenant :<br>- Les plans et les documents techniques TQC ;<br>- Les Fiches de Données Sécurité (F.D.S) des produits chimiques mis en place ;<br>- Le procès-verbal de réception des travaux ;<br>- Les références des produits utilisés (peinture, portes, colle ...) ;<br>- Les fiches techniques des matériaux utilisés ;<br>- Le dossier de maintenance des équipements ;<br>- Le Bordereau de Suivi des Déchets, ou le bon de pesée.  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |  |                                      |                               |               |                    |  |       |          |                |   |                          |  |
| Elements complémentaires au DOE :<br>Rapport de fin d'intervention (RFI) comprenant :<br>- Le(s) mode(s) opératoire(s) ;<br>- L'ensemble des PV de mesures des différentes zones de travaux et des mesures sur porteur pour le personnel présent sur le chantier ;<br>- Le journal de chantier ;<br>- Les BSDO ;<br>- L'inventaire (poids et volumes) par type de déchets évacués ;<br>- Les certificats d'élimination des déchets ;<br>- Les résultats des contrôles lingettes (plomb) ;<br>- Le PV de réception et les levées de réserves. |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |  |                                      |                               |               |                    |  |       |          |                |   |                          |  |
| Sous-total Généralités travaux et coordination   |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |  |                                      |                               |               |                    |  |       |          |                |   |                          |  |
| REVISION DES PRIX  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |  |                                      |                               |               |                    |  |       |          |                |   |                          |  |
| Montant total de la prestation en € HT   |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |  |                                      |                               |               |                    |  |       |          |                |   |                          |  |
| TVA 20%  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |  |                                      |                               |               |                    |  |       |          |                |   |                          |  |
| Total TTC  |                             |               |       |          |                                |                                  |               |       |          |  |                                      |                               |               |                    |  |       |          |                |   |                          |  |